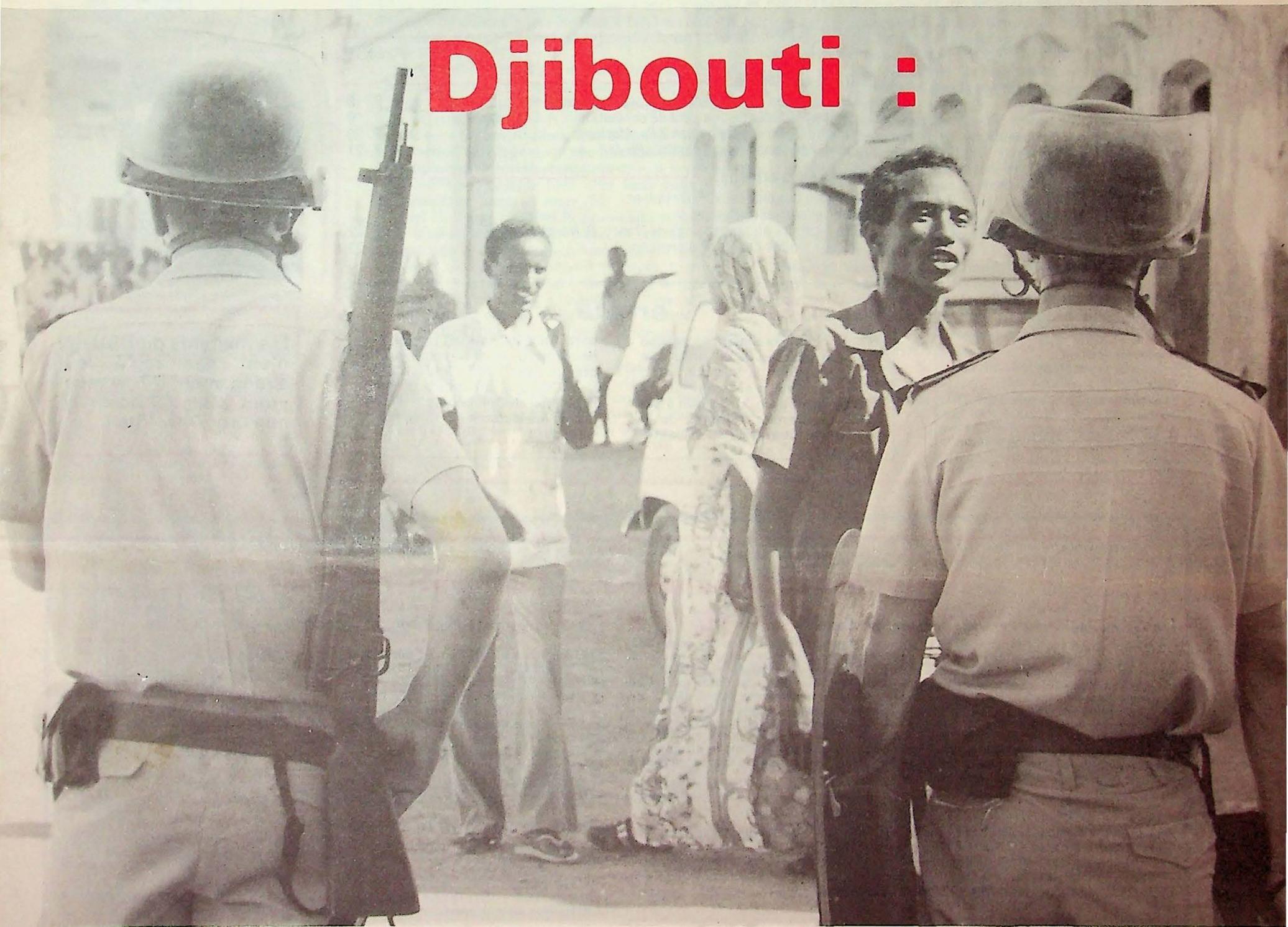


n° 740 — 4 F  
DU 5 MAI AU 11 MAI 1977  
**nouvelle édition**  
HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE  
UNIFIÉ  
**PSU**

# tribune socialiste

dossier :  
sidérurgie



**Djibouti :**

**les jours les plus longs**

**Directeurs politiques :**  
Christian Guerche — Alain Tlemcen

**Rédacteur en chef :**  
José Sanchez

**Rubriques :**

- **Où va la France ?** Léo Golberg,
- **Injustice :** Michel Etienne
- **Briser la chaîne :** Jean-Yves Sparfel
- **Luttes en classes :** Stéphan Lyllan
- **Les choses de la ville :** Jean-François Thoraval
- **Pourtant, elle tourne :** Bernard Ravenel
- **Les exclus de l'intérieur :** Dominique Lambert, Michel Camouis
- **Garde-à-vous-même :** Georges Yverres
- **Les armes de la critique :** Marion Lay
- **C'est aussi politique :** Michel Acidant

**Collaborateurs permanents :**

G. Akoun - Y. Craipeau - C. Desliat - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hercet - J. Jullien - R. Lanarache - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - M. Najman - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan -

**Dessinateurs :**

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé

**Maquette :**

Max Pagis

**Collaboration technique :**

J.-L. Craipeau

**Secrétariat - Documentation :**

Marie-Françoise Chailleux  
Elizabeth Vignati

**Promotion :**

S. Ros - H. Le Toquin

**Dir. publ. :** H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

**Rédaction :** 566-45-64

**Administration et publicité :**  
566-45-37

**Commission paritaire :** 50360.

Distribué par les N.M.P.P.  
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

**Photocomposition :**

Informatic Press. Tél. : 254-71-18,  
Saint-Ouen.

**Abonnement :** 130 F pour un an ; 70 F pour six mois. Soutien : 200 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

# sommaire

## Où va la France ?

Adieu Barre. *F. Turquan.*

Les timides audaces de J.-P. Chevènement. *F. Dalbert.*

Proportionnelle : à chacun sa vérité. *G. Hercet.*

P. 4  
P. 5  
P. 6

## Briser la chaîne

1<sup>er</sup> mai : heureusement les femmes. *M. Camouis.*

Deffrenne : mise à sac d'une trésorerie. *G. Lemahieu.*

P. 8  
P. 9

## Notre dossier

### Sidérurgie : quelles solutions ?

Liquidée avant 1978 ?

Garantie de l'emploi, garantie de l'avenir.

Sécurité un combat plein de conséquences

Nationalisation : solution miracle. *Dossier réalisé par J.-Y. Sparfel et*

*C. Romain.*

P. 11  
P. 12  
P. 13/14

## Les exclus de l'intérieur

Barre expulsee. *M. Camouis.*

P. 15

## Entre nous et pour vous

Après la DPN.

P. 16/17

## Et pourtant elle tourne

Le mal italien. *De notre envoyé spécial B. Ravenel.*

Allemagne fédérale : un vent de contestation. *A. Châtaignier.*

Djibouti : « On » reste ou pas ? *Ph. Marielie.*

Liban-Palestine : Assad comblé. *Ph. M.*

P. 18  
P. 19  
P. 20  
P. 21

## Les armes de la critique

L'ombre des châteaux. *F. Gastellier.*

Contre festival de Cannes.

Les « latino » au rendez-vous de Nancy. *D. Nores.*

La télé. Points de vue. *R. Lanarache.*

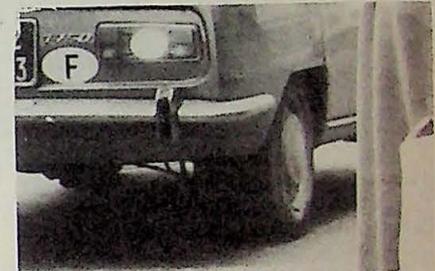
P. 22  
P. 23

## errata

Deux coquilles malencontreuses se sont glissées dans l'article de C. Berger sur le premier mai. Tout d'abord, c'est bien sûr en 1866 et non en 1886 que s'est tenu le premier Congrès de la première Internationale. D'autre

part, un oubli rendait incompréhensible (p. 5) le passage sur le premier mai 1945 ; il fallait lire : « La CGT [...] préconise un premier mai NON chôme ». Nous prions les lecteurs de TS de nous excuser.

**Les militants du PSU qui n'ont pas réglé leur abonnement 77 ne recevront plus TS après ce numéro 740. Vite !**



## Un instrument de formation ... Une source de débats

### Les cassettes du Centre Populaire de Formation Socialiste

Créé il y a deux ans à l'initiative du PSU, le Centre Populaire de Formation Socialiste a édité quatre séries de cassettes (marxisme et philosophie, analyse marxiste de l'économie, histoire du mouvement ouvrier, critique des pratiques sociales). Ces cassettes abordent l'essentiel des problèmes théoriques auxquels le marxisme est actuellement confronté. Elles s'adressent, tout comme l'ensemble des activités du Centre (qui prépare actuellement son programme pour 77/78), à tous ceux qui éprouvent le besoin d'une réflexion approfondie, placée sous le signe du marxisme et orientée vers le combat pour l'autogestion socialiste. Chaque cassette dure 1 heure et demie, dont une demi-heure de débats. Et chaque cassette comporte le plan de l'exposé et une bibliographie. Tant pour une écoute individuelle que pour l'organisation de séances de formation collectives, ces cassettes constituent un outil nouveau et important. La liste des cassettes éditées est publiée ci-après, et n'oubliez pas de remplir avec soin le bon ci-après.

C. BERGER ■

Dans la série B « analyse marxiste de l'économie » parue dans TS de la semaine dernière est également sorti B. Billaudot : autogestion socialiste B 12

### Cycle : HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER (Série C)

- C. Berger : la formation de la classe ouvrière ..... C 1
- C. Berger et A. Chataigner : naissance du mouvement ouvrier ..... C 2
- C. Berger : la Commune de Paris de 1871 ..... C 3
- M. Réberieux : le mouvement ouvrier français de 1871 à 1914 (2 cassettes) .... C 4 et C 5
- G. Haupt : 1914 : la guerre et l'effondrement du mouvement ouvrier ..... C 6
- V. Fay : la crise de la 2<sup>e</sup> internationale et la Révolution d'Octobre ..... C 7
- V. Fay : la question russe et la 3<sup>e</sup> internationale ..... C 8
- F. Turquan : le Front Populaire ..... C 9
- R. Pannequin : PC/SFIO/Syndicalisme de 1939 à 1944 ..... C 10
- F. Turquan et A. Chataigner : le mouvement ouvrier européen de 1947 à nos jours (ç cassettes) ..... C 11 et C 12

### Cycle : CRITIQUE DES PRATIQUES SOCIALES (série D)

- J.M. Brohm Le fonctionnement global de la formation sociale ..... D 1
- J.M. Brohm La reproduction de la formation sociale ..... D 2
- G. Granier Santé, médecine, maladie ..... D 4
- D. Charvet La justice, les juges et la loi ..... D 5
- J.C. Guérin L'école, la formation et la division du travail ..... D 6
- A. Kopp L'organisation capitaliste de l'espace ..... D 7
- C.M. Vadrot L'information : production et diffusion ..... D 8
- E. Shatzman Sciences et sociétés ..... D 9
- J.F. Hérouard Production culturelle ..... D 10
- P. Rolle Travail - loisirs ..... D 11
- M. Louis Cadre de vie et consommation (à paraître) ..... D 12

### BON DE COMMANDES DE CASSETTES

Les cassettes sont vendues au *prix unitaire de 27 francs.*  
**MAIS LES COMMANDES GROUPEES REVIENNENT MOINS CHER :**  
6 CASSETTES : 130 francs  
12 CASSETTES : 240 francs

POUR EVITER TOUTE ERREUR, IL EST NECESSAIRE DE PRECISER AVEC SOIN LA SERIE (A ou B) et le numéro des cassettes demandées (cf. liste ci-après).

Adressez vos commandes au CPFS. Simone Ruel, 9, rue Borromée, 75015 PARIS. LIBELLEZ VOS CHEQUES A L'ORDRE DE CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE. CCP 15 307-39 C Paris.

NOM ..... PRENOM ..... ADRESSE .....

COMMANDE ..... Cassettes (indiquer le nombre)  
dont les numéros suivent :

série A. numéros .....

Djibouti :



les jours les plus longs  
secte shop

Encore bravo ! Sous prétexte de répondre à une lettre d'Yvan Craipeau — en finissant par l'injurier — *Rouge* (4 mai 77) vient de se livrer à un ensemble d'attaques contre le PSU à vous couper le souffle.

Résumons : le PSU n'aurait pas atteint 4 400 cartes au 31 décembre 1976 (vous avez bien lu : on ne fait pas le détail), mais compte 940 élus. Chacun conviendra que ça relève de la prestidigitacion. Ainsi « satellisé », le PSU ne va pas tarder à être « intégré » dès lors qu'il va engager publiquement des discussions avec le PC (comme son confrère *Le Matin de Paris*, *Rouge* limite nos partenaires au seul PC). Ce qui l'amènera à « ranger dans le placard » l'expropriation du capitalisme, le contrôle ouvrier, l'abrogation de la Constitution, etc.

Certains lecteurs de *TS* ont déjà entendu ou lu ce type de discours. C'est celui que tiennent nos camarades qui partent créer un nouveau groupe. Ils n'ont pas hésité à répandre à l'extérieur les chiffres qui diminuent de plus de la moitié les effectifs réels du PSU. Ils nous ont expliqué que « négocier, c'est déjà capituler ». Ils ont tenté de persuader les militants que leur direction les conduisait à se renier.

Ils partent... Combien ? 150 « à tout casser » dans la région parisienne nous dit la Fédération, qui précise que les 3/4 n'ont pas repris leur carte 77 ; une cinquantaine à Lyon ; une trentaine à Marseille, sans doute autant à Bordeaux ; et puis, quelques isolés ici ou là : c'est-à-dire sensiblement ce que l'AMR avait affirmé apporter au PSU en 1975.

Libre à *Rouge* de préférer, aux informations données par le PSU, aux textes réellement adoptés par ses instances, les interprétations et contre-vérités d'un groupe qui cherche désespérément à justifier un affligeant repli sur soi-même.

Faut-il rapprocher un tel choix de l'orientation politique qui a conduit la LCR à défilé le 1<sup>er</sup> mai derrière des banderoles renvoyant dos à dos gouvernement de droite et gouvernement de gauche ? Tout ce qui contribue à couper l'extrême gauche du mouvement des masses ne nous réjouit pas. Cela nous inquiète gravement. Et nous détermine encore plus à ne pas laisser entretenir la confusion entre stratégie révolutionnaire et comportement anti-unitaire. ■

## éditorial

### FACE A LA STRATEGIE DE LA DROITE...

**L**A dernière semaine politique apporte quelques indications sur la stratégie que la droite entend mettre en œuvre pour tenter d'échapper à la défaite.

Autant qu'on peut en juger, cette stratégie se déploie selon trois axes. Le premier est constitué par l'utilisation des institutions de la V<sup>e</sup> République. La dernière apparition télévisée de Giscard d'Estaing a bien montré le parti que peut en tirer le pouvoir en place. Le président de la République a reconnu que la majorité est désavouée par le pays. Il ne conteste pas le fait que son gouvernement est remis en cause par la majorité parlementaire elle-même. Peu lui importe. Il lui suffit que cette majorité n'ait pas décidé d'achever M. Barre après l'avoir très sérieusement mis à mal. Puisque le Premier ministre n'a pas été tout à fait renversé, on le considère comme invulnérable jusqu'à la fin normale de la législature.

En mettant le RPR au défi de provoquer la crise, Giscard d'Estaing marque les limites du jeu de Jacques Chirac et la complicité fondamentale qui les unit au-delà de leur rivalité.

Adossé à la Constitution, brandissant le tabou d'une conjonction sacrilège entre une fraction de la majorité et l'opposition « socialo-communiste », le président de la République compte bien aller sans nouvel orage parlementaire jusqu'en mars 78.

D'ici là, il fera miroiter la promesse toujours trahie d'un redressement économique et social. Il s'emploiera, par quelques mesures savamment dosées, à se ménager au dernier moment quelques fractions de l'électorat populaire. Mais surtout il se préparera, comme il l'a annoncé, à combattre tous azimuts le choix déjà fait par la majorité des Français.

**L**E deuxième axe de cette stratégie, c'est celui qu'occupe le RPR. Le parti de Jacques Chirac se présente à la fois comme majorité de la majorité et opposition dans la majorité. Il espère ainsi gagner sur tous les tableaux. En tant que majorité, il cherche à imposer sa loi à Giscard et à l'ensemble des formations gouvernementales. En tant qu'opposition,

il veut attirer à lui une partie des mécontents, renouer avec le gaullisme « populaire ». Le calcul ne s'est pas révélé payant jusqu'à présent, du moins pour le second volet. Mais il est à longue échéance, tout comme celui de Giscard.

Une victoire de la gauche ne modifierait pas fondamentalement les perspectives de la droite. Giscard s'appuierait sur les institutions de la V<sup>e</sup> République, notamment sur la menace de la dissolution et sur l'article 16 pour neutraliser au maximum l'effet de cette victoire. Chirac se préparerait à s'engouffrer dans la brèche ouverte par toute crise politique.

**L**E troisième axe enfin, peut-être moins apparent, complète les deux autres : c'est la multiplication des attentats de ces dernières semaines contre les organisations syndicales à Grenoble, contre les permanences des partis de gauche ou des organisations de déportés ou anti-racistes. Il s'agit de créer un climat de peur par une technique de la tension utilisée dans toutes les périodes où les classes dirigeantes voient leur pouvoir sérieusement menacé.

Que tirer de ces quelques indications ? Tout d'abord, qu'on ne peut attendre la victoire de la gauche comme la chute d'un fruit mûr. Il faut se préparer à une lutte très dure contre des forces déterminées à utiliser tous les moyens. Ensuite, que la bataille doit être portée avec force sur le terrain des institutions. Or, c'est précisément l'un des points les plus faibles du Programme commun. Ceux qui se préparent à « l'actualiser » vont-ils laisser encore à peu près intacte la Constitution gaulliste dans leur programme ? C'est une question qu'il faut poser à tous les militants du mouvement ouvrier. Comme il faut leur poser la question des mesures immédiates à prendre ensemble pour organiser la lutte contre le développement du terrorisme fasciste encouragé par le pouvoir.

Ce sont là des éléments du débat dont le PSU demande l'ouverture urgente entre tous les partis du Programme commun et les forces autogestionnaires.

Victor LEDUC ■

## humeur : y'a pourtant pas de quoi rire...

Deux informations avaient égayé mon week-end. D'abord j'ai appris de la bouche d'un Norvégien qu'une des plus importantes marées noires du siècle, celle d'Ekofisk donc, avait son origine dans un geste banal : un type a laissé tomber un bout de ferraille dans un tuyau à pétrole et ses copains qui essayaient de le repêcher avec un fil de fer n'ont pas réussi à le repêcher ; bilan : 30 000 tonnes de pétrole à la mer. Ensuite, Haby a expliqué je ne sais trop où qu'il avait découvert plein de profs de gauche dans les lycées.

Je m'apprêtais à affiner l'un de ces sujets quand j'ai décidé de m'offrir une émission de Bouvard. Il recevait, ce lundi soir, un certain René Andrieu, rédacteur en chef de *l'Humanité* et Philippe Tesson, directeur du *Quotidien de Paris*. Avec l'aide narquoise du meneur de jeu, ils se sont chamaillés sur un sujet dont l'originalité n'a échappé à personne : la presse d'information et la presse d'opinion. Ils m'ont plongé dans le plus grand désarroi.

Si je poursuis ma première idée et explique qu'en 1975 un ouvrier de Brown's Ferry, aux Etats-Unis, a foutu le feu à deux réacteurs nucléaires avec une bougie, est-ce que j'exprime une opinion ou bien est-ce que je fournis une information ? Ou bien si, souhaitant approfondir la révélation du ministre Haby, je m'émerveille et je demande « des noms, des noms ! », est-ce que je dépasse mon rôle d'informateur ?

Je m'explique : j'ai cru comprendre que, pour Ph. Tesson, l'arrivée d'Amalrik à Paris était une information alors que pour R. Andrieu il s'agit d'une opinion (respectable, certes). Moyennant quoi, pour le rédacteur en chef de *l'Huma*, la situation en Argentine, c'est une information ; tandis que pour son homologue du *Quotidien*, il s'agit d'une opinion.

Ils en ont de la chance, Tesson et Andrieu, de vivre dans des mondes aussi simples, des mondes qui permettent au premier de passer des publicités pour adhérer au RPR et au second de vendre des pages entières aux banques. Cela disant, est-ce que je fais de l'information ou bien est-ce que j'exprime une opinion ?

Essayons autre chose. Si je dis simplement : *au cours du défilé du premier mai à Paris, j'ai remarqué que les travailleurs du Parisien libéré étaient précédés par une troupe de majorettes*, quelle est la nature de mon propos ? Il existe peut-être une solution que je suggère à Andrieu : si les lecteurs se marrent, c'est une opinion ; s'ils se marrent pas, c'est une information. D'où j'extrapole : à chaque fois que l'un d'entre vous se marre en lisant *l'Humanité*, c'est qu'il s'agit d'une opinion. Reste à régler, parallèlement le cas du *Quotidien de Paris*, ou plus exactement celui de son directeur. On peut peut-être extrapoler un peu plus : à chaque fois qu'un lecteur de gauche se marre en lisant Tesson, c'est qu'il a cru fournir une information et ne pas avoir d'opinion...

J'ai l'impression que le drame de la presse est que les journalistes se partagent de plus en plus nettement en deux groupes : ceux qui n'ont que des informations et ceux qui n'ont que des opinions. C'est mon opinion, mais elle est puisée à deux sources dignes de foi, *l'Huma* et le *Quotidien*.

C.M. VADROT ■

# où va la France ?

## adieu Barre

« La confiance ne se découpe pas en rondelles », a eu le malheur de dire Raymond Barre en s'adressant aux députés RPR. Cette remontrance, solennellement administrée par le Premier ministre de la façon qui lui est chère — celle d'un pion de collègue vers 1900 — n'a pas eu l'effet escompté. Dès le lendemain, Yves Guéna lui a rappelé, au nom du groupe gaulliste, non seulement que la confiance pourrait être débitée comme un vulgaire salami, mais que de surcroît le RPR n'en donnerait, pour commencer, qu'une seule tranche, et bien fine, au gouvernement.

Le « cher professeur », décidément aussi médiocre politicien que piètre économiste, s'est trompé de trimestre. Au début de l'année, avec le tassement de l'inflation et les résultats de la formidable campagne de lancement publicitaire dont il bénéficiait, Barre apparaissait comme une garantie pour Giscard, un obstacle infranchissable sur la route de Chirac, un contrepoids sérieux au renforcement de la gauche.

Mais le plan déflationniste qu'il avait mis en place a échoué. Son effet brutal sur le pouvoir d'achat des travailleurs et l'emploi a abouti au désastre des municipales. Le mécontentement provoqué par la politique de Barre a amplifié la progression de la gauche; celle-ci, en retour, a redonné confiance à de nombreux travailleurs qui hésitaient auparavant à entrer en lutte, tant ils ressentaient durement l'impact des difficultés économiques.

L'ampleur de la grève du 28 avril dans le secteur public en est un signe fort clair; il suffit de se reporter, pour s'en convaincre, aux précédentes journées d'action syndicale. Quantitativement et qualitativement la situation a changé, le rapport s'est modifié en faveur des travailleurs, et la pression sociale s'accroît sur le pouvoir et le patronat.

### catalogue pré-électoral

Cet enchaînement des faits n'est pas resté inaperçu de la droite. Mais le plan Barre-bis n'est qu'une pâle réponse à cette mécanique de désagrégation des bases du régime. Compromis boiteux entre l'ardeur déflationniste de Barre et les angoisses électoralistes de l'état-major giscardien, il hypothèque les chances d'une réduction sensible du taux d'inflation en 1977 sans pour autant créer les conditions d'une relance sensible de l'activité économique. Les mesures de « saupoudrage social » qu'il contient ont d'autant moins de chances de réduire la combativité ouvrière qu'elles profitent essentiellement au patronat. Leur caractère dérisoire basement démagogique, ou franchement scandaleux est en outre éclatant dans trois domaines au moins :

— En ce qui concerne les personnes âgées, la revalorisation du re-

venu garanti (10 000 francs par an le 1<sup>er</sup> juillet 1977, 11 000 francs au 1<sup>er</sup> décembre suivant) n'assure en définitive « aux vieux » qu'un demi SMIC (52 % plus précisément). Et il s'agit de la mesure la plus sérieuse, la plus consistante de ce plan ! Non sans raison d'ailleurs : destiné à rameuter à droite les 1 à 2 % des voix électorales qui risquent de filer à gauche en 1978, le plan Barre-bis s'adresse en priorité à la fraction présumée la plus amadouable de la population électorale.

— En ce qui concerne les travail-

leurs immigrés, l'aide de 10 000 francs généreusement accordée à ceux qui « désireront » rentrer chez eux est carrément odieuse. On fait ainsi des immigrés les victimes expiatoires du chômage, alors qu'ils ont été l'un des principaux moteurs de la prospérité économique française. Il est vrai qu'eux ne votent pas. Les ressorts d'une « politique de l'emploi » qui n'est qu'un camouflage statistique du chômage apparaissent ici clairement.

— Dans le domaine de l'emploi enfin, le grand tintamarre fait autour de l'incitation à l'emploi des jeunes contraste singulièrement avec la modestie des propositions concrètes. Il ne parvient pas à cacher l'absence de toute politique concernant les branches de l'industrie où se pose le plus gravement le problème de l'emploi. Il tente de masquer le fait que le chômage est tout aussi grave, sinon plus, pour d'autres classes d'âge de la population travailleuse.

### les canots de sauvetage du RPR

Le gouvernement Barre se trouve, de fait, en situation de banqueroute. Le vote de « confiance » de l'Assemblée l'a parfaitement illustré. En choisissant Barre comme Premier ministre, Giscard faisait le pari de gagner la bataille politique sur le terrain de la

politique économique. Ce pari a d'ores et déjà échoué.

L'attitude du RPR a consacré cette faillite. Après avoir progressivement pris ses distances avec un plan d'austérité jugé inadapté en période de pré-campagne électorale permanente, Chirac et ses partisans ont franchi une nouvelle étape. L'échec de ce plan leur donne toute latitude pour déployer leur stratégie librement, en totale indépendance vis-à-vis d'un gouvernement dont la politique ne les engage plus. Laissant à Barre ses rêveries économiques et son impopularité croissante — cela fait un concurrent de moins pour les ambitions personnelles de Chirac —, ils entendent bien s'occuper des choses sérieuses. C'est-à-dire de la préparation des prochaines législatives. Ce faisant, ils trouvent un écho croissant parmi la piétaille parlementaire des autres groupes de la majorité, qu'inquiète Barre et que Giscard désespère. Les canots de sauvetage du RPR sont prêts à accueillir les rats qui quittent le vaisseau fantôme de la « Belle au Bois dormant ». Yves Guéna, amical et paternel, le sourire en lame de rasoir, n'a-t-il pas déclaré à TF 1 que le RPR ne « ferait pas de misères » aux députés sortants centristes et giscardiens... qui auront bien fait leur métier (c'est-à-dire qui miseront sur le bon cheval) ? La peur a donné des ailes aux godillots...

C'est sur le terrain du « choix de société » que le RPR entend mener la bataille. Dans les mois qui viennent, on peut s'attendre à voir ressasser les vieux thèmes du chaos, du collectivisme et de la menace totalitaire. On peut s'attendre aussi à voir se développer une stratégie de la tension menée par les gaullistes à l'aide de leurs réseaux parallèles bien connus et des groupes fascistes qu'ils manipulent, à coups d'attentats, enlèvements « politiques » et d'autres activités terroristes imputées à des groupes « gauchistes » fabriqués pour les besoins de la cause.

### priorité à la mobilisation et au débat

Le mouvement des masses et la mobilisation active des travailleurs devront tenir en échec cette stratégie. C'est pourquoi toute tentative de freinage du mouvement social qui va se développer dans les prochains mois serait suicidaire. La première tâche des militants autogestionnaires sera de travailler à ce développement de la mobilisation populaire et de lutter contre les tentations craintives, contre les velléités opportunistes d'imposer une pause sociale.

Mais la manière dont le mouvement ouvrier répondra sur la question des transformations sociales, dans le débat idéologique, est également fondamentale. Ce débat doit aller au fond des choses. Les problèmes décisifs que posent la transformation des institutions et de l'appareil d'Etat, l'extension du secteur public, la garantie des libertés doivent être posés et non pas gommés ou savamment contournés. Le PSU, pour sa part, y veillera.

François TURQUAN ■



## les timides audaces de J.-P. Chevènement

Deux articles parus dans *le Monde* des 29 et 30 avril sous la signature de Jean-Pierre Chevènement développent les positions que le CERES entend défendre dans le débat qui s'ouvre, entre les signataires du Programme commun de gouvernement, sur la réactualisation du document adopté voici bientôt cinq ans.

Bien qu'on ne reconnaisse guère, dans ce papier un peu terne, la prose muselée à laquelle nous avaient habitués les jeunes loups du CERES, l'étude des propositions qui sont faites ne manque pas d'intérêt : dans la mesure où elles peuvent être considérées comme les plus « avancées » que nous entendrons dans le débat en cours, elles situent parfaitement les limites de ce que peut apporter la « réactualisation » d'un programme dont, pour notre part, nous contestons la logique.

D'entrée de jeu, J.-P. Chevènement (avec ses experts) fait une distinction radicale entre les *réformes de structure* — dont il rappelle l'importance, mais dont il estime aussi qu'elles ne pourront ni être réalisées immédiatement, ni porter leurs fruits rapidement — et la *politique économique conjoncturelle* qui devra, elle, être mise en œuvre dès les premiers jours du gouvernement de gauche. Et c'est à elle qu'il consacre ses développements articulés sur la redistribution des revenus et le rapport prix-salaires ; comment à la fois satisfaire la revendication de hausse des salaires sans pour autant accélérer les mécanismes inflationnistes ?

Trois réponses :

— le relèvement modulé des salaires avec prime aux plus bas, maintien du pouvoir d'achat pour les moyens et blocages pour les gros, ce qui, incontestablement, innove un peu par rapport aux actuelles propositions du Programme commun ;

— action sur les prix (pour l'essentiel, suppression fort classique de la TVA sur les produits de grande consommation) ;

— extension de la sphère de la gratuité (dans l'enseignement, la santé, et les transports), qui va tout à fait dans le sens de ce que nous avons depuis longtemps préconisé.

La seconde partie brosse, très rapidement, l'esquisse d'une politique de l'emploi qui repose sur deux axes principaux : la création d'emplois productifs pour faire face à l'augmentation de la consommation populaire, reconquérir le marché intérieur et reconstituer la capacité productive du secteur des biens d'équipement ; l'amélioration des conditions de travail (réduction des cadences, équipes supplémentaires pour le travail posté), à laquelle s'ajoutent quelques mesures secondaires : création de postes (santé, équipement, administration), lancement de travaux d'intérêt collectif au niveau local, abaissement de l'âge de la retraite...

Rien donc, au total de bien nouveau. Mais surtout, ce qui est frappant dans la lecture de ce catalogue de mesures dont chacune, prise en elle-même, est parfois pertinente, c'est qu'on n'en perçoit pas la logique, ni la dynamique. Elle est pourtant implicite, et, fondamentalement en accord avec celle qui inspirait, il y a cinq ans, les rédacteurs du Programme commun.

### une conception « bourgeoise » de l'économie politique

L'analyse, fort sommaire, et les propositions, un peu plus détaillées, reposent sur une conception *classique*, (mais ne faudrait-il pas dire plutôt *bourgeoise* ?) de l'économie politique. Selon cette conception, l'augmentation trop forte des salaires est automatiquement inflationniste ; l'équilibre global de « l'offre » et de la « demande » conditionne le contrôle de la croissance des prix ; la consommation est le moteur de la croissance et de la « relance » ; la bataille de la production est la condition du développement de l'expérience de gauche...

C'est là, fondamentalement, que nos analyses divergent et que nos propositions se distinguent. Nous l'avons dit dans le texte voté à Strasbourg sur la politique des salaires et des prix. Mais il n'est pas inutile de rappeler ici, brièvement, les principaux points de notre argumentation. Nous contestons la logique du Programme commun, même revu et amendé par J.-P. Chevènement, parce qu'elle ne répond pas aux problèmes que posent les revendications et les luttes des travailleurs aujourd'hui. Et, dans ce sens, elle ne peut conduire qu'à une politique inefficace et irréaliste.

### les rapports sociaux réels escamotés

L'analyse en termes globaux des « grands équilibres » aboutit à masquer les rapports sociaux réels dont l'appréhension peut seule permettre de comprendre à quelles conditions un processus inflationniste s'enclenche ou est enravé.

Ainsi, lorsqu'il nous parle des salaires et de la hiérarchie, J.-P. Che-



Photo AFP

vènement ne nous dit rien, concrètement, de la politique que devrait préconiser un gouvernement de gauche sur les rapports entre ouvriers, techniciens, ingénieurs et cadres compte tenu des positions politiques et syndicales actuelles. Rien non plus sur l'extraordinaire disparité des salaires, à qualification équivalente, entre régions, industries, entreprises et même entre ateliers...

Or, ce sont précisément, ces contradictions concrètes qui déterminent la dynamique réelle de la revendication salariale (les exemples du Chili comme du Portugal l'ont bien montré). Et il est clair qu'une politique globale des salaires, même savamment modulée par les futurs experts de la rue de Rivoli, sera impuissante à résoudre le problème.

C'est la première raison pour laquelle nous pensons qu'une telle politique doit être prise en charge collectivement par l'ensemble des travailleurs à travers une réflexion sur l'origine des disparités salariales, la base des écarts hiérarchiques et la nature des augmentations de salaires à définir par rapport à cela.

### pas de maîtrise de l'inflation sans contrôles collectifs

De même il faut refuser le dogme patronal selon lequel les augmentations de salaires sont automatiquement inflationnistes. « *La répercussion mécanique des hausses de salaire sur le profit n'a rien d'économiquement nécessaire. Sa limitation est liée à l'existence ou non d'une volonté politique d'engager le processus de transformation de l'organisation du travail, transformation nécessaire à la satisfaction et à la défense des revendications des plus immédiates.* » (1).

Il est clair, dans de telles conditions, que « *la maîtrise des mécanismes de formation des salaires, du profit et des prix n'est pas compatible, pour nous, avec le maintien de la liberté patronale* : elle implique un contrôle collectif de toutes les catégories de travailleurs sur l'organisation du travail, la comptabilité et les principales décisions de la direction, réduite à un rôle de gestion. La réalisation de cet objectif ne peut pas être renvoyée à plus tard, subordonnée à la consolidation du gouvernement de gauche. La mise en place immédiate d'organes de contrôle collectif constitue, au contraire, la condition de la

satisfaction effective des revendications et des aspirations pour laquelle la gauche aura été portée au pouvoir. Là est l'incohérence du Programme commun, quelle que soit son interprétation ; incohérence qui porte en elle l'affrontement majeur entre un gouvernement de gauche et les travailleurs » (2).

Comment aussi se satisfaire des propositions qui limitent l'action sur les prix à la seule baisse de la TVA sur les produits de grandes consommations ou, « s'il le faut » comme dit Chevènement, au blocage des prix ?

Là encore, la contradiction inhérente au Programme commun, est évidente : « D'un côté, il prétend fonder l'alliance qu'il propose à la bourgeoisie commerçante sur la base du respect de la propriété privée individuelle et de la liberté d'entreprise, de l'autre, pour défendre le pouvoir d'achat des travailleurs, il brandit la menace du blocage des prix » (2). Nous avons déjà dit que l'issue devrait être cherchée dans la mise en œuvre d'un contrôle populaire (articulant celui des travailleurs à la production et celui des consommateurs) sur le commerce de détail, avec lequel des conventions de contrôle populaire des prix pourraient être conclues. Ce qui permettrait de déplacer l'affrontement du commerce de détail vers le commerce de gros et de développer une restructuration contrôlée des circuits de distribution.

### des dynamiques grippées

Nous reviendrons sur ce débat. Mais il n'est pas inutile de rappeler, dès maintenant, que le succès d'une expérience de gauche ne dépend pas, pour nous, du dosage savant d'une politique économique concoctée avec un peu de Chevènement et beaucoup d'Attali. Il dépend d'abord de l'intervention directe des travailleurs pour contrôler le fonctionnement de leurs entreprises et, au-delà, de l'économie et de la société tout entière.

Nous ne pouvons être qu'attristés de constater qu'à l'approche des échéances décisives, le CERES, qui jadis était expert en articulation de la « dynamique du haut et du bas » semble manifestement oublier ces temps-ci de mettre l'accent sur la « dynamique du bas ».

F. DALBERT ■

(1) Texte de Strasbourg sur salaires, prix et revenus.

(2) André Granou : Les conditions d'une maîtrise économique de la transition, *Les Temps Modernes*, déc. 1976.

## proportionnelle : à chacun sa vérité

L'autre week-end, Roger Chinaud, le président du groupe parlementaire RI à l'Assemblée nationale, réunissait quelques amis pour rédiger les « attendus » d'une proposition de loi visant à instaurer la représentation proportionnelle (RP) pour les élections législatives. Leur texte est prêt. Mais, à vrai dire, le cœur n'y est plus : après le nœud de Chirac, Monod et Guéna, après le *pas ça et pas nous* de Gaston Defferre, Giscard et Barre ont décidé d'enterrer le projet.

On imagine la tête de ce pauvre Lecanuet : l'introduction de la RP faisait partie du contrat passé entre lui et Giscard en 1974 ! C'avait même été une des conditions de soutien apporté par le Centre démocrate à la candidature Giscard...

Projet mis au rancart donc — sauf cas de guerre ouverte provoquée sur un autre terrain par le RPR. Pourtant, Chinaud et ses petits camarades, l'essentiel des élus centristes et quelques membres du gouvernement veulent encore espérer que tout n'est pas perdu. C'est que la RP leur semble le seul moyen de limiter l'ampleur du succès de la gauche. Surtout, ils estiment qu'elle constitue le meilleur outil pour sauver l'aile giscardocentriste de la droite par rapport au RPR ; et enfin que ce mode de scrutin — dans lequel chaque parti va seul aux élections, avec ses listes, sous sa propre bannière, sans accord de désistement — pourrait permettre une dissociation de la « coalition socialo-communiste ».

Il n'est du reste pas évident que tous ces calculs soient bien justifiés. Comme arme contre la gauche, la RP n'atteindrait en fait que le Parti socialiste — qui, c'est vrai, perdrait 30 à 40 sièges à l'Assemblée par rapport à ce qu'il peut espérer avec le mode de scrutin majoritaire actuel (car celui-ci a tendance à amplifier la victoire du parti dominant). Mais le Parti communiste, lui, y gagnerait probablement une dizaine de sièges. Et la gauche extra-parlementaire — PSU, écologistes, extrême gauche — pourrait espérer faire élire 20 à 30 de ses représentants. Affaiblir le PS au profit du PC et de la gauche contestataire : est-ce bien là l'objectif recherché ? On a peine à croire...

Il est vrai, en revanche, que la RP pourrait être un moyen apte à préserver le courant centriste face au RPR : au scrutin uninominal, l'implantation personnelle des candidats joue beaucoup, et cela à l'évidence joue en faveur des députés gaullistes (et aussi désormais des candidats socialistes) contre RI et CDS. Le scrutin de liste proportionnel rétablirait les chances d'un « rééquilibrage de la droite » aujourd'hui hors de portée pour Ponia et Lacanuet. Mais encore faudrait-il qu'ils parviennent à faire liste commune partout. Quand on sait la force des bisbilles personnelles au sein de ces courants, quand on sait combien

sont marquantes les traces laissées par ces trois ans de gestion gouvernementale et par le dernier remaniement ministériel, on hésite à cet égard à croire à une parfaite unité entre tous les RI et tous les centristes et autres « modérés ». Or cette unité serait la condition absolue d'une stratégie proportionnaliste pour les giscardocentristes.

Quant à l'essai de dissocier PC et PS, là encore, l'espoir paraît bien audacieux. La stratégie d'union a été trop payante pour le PS toutes ces dernières années pour qu'on puisse imaginer qu'un simple changement à la sauvette du mode de scrutin l'amène à la réviser. Au niveau des électeurs de même, les modifications de mode de scrutin n'ont pas des effets immédiats : il y faut une certaine accoutumance. On l'a bien vu en 1958, quand fut restauré le scrutin majoritaire : beaucoup d'électeurs continuèrent à adopter un comportement électoral tiré des habitudes de la proportionnelle. C'est dire — peut-être commence-t-on à mieux le mesurer à l'Élysée et à Matignon — que l'introduction de la proportionnelle ne résoudrait pas vraiment les problèmes politiques de la majorité, même s'il est vrai que cela pourrait être favorable aux centristes dans leur rapport de forces avec le RPR.

Reste bien sûr, au delà de ces jeux et de ces subtilités d'appareil, qu'il est fort regrettable — pour la crédibilité même de l'instauration parlementaire — que le mode de scrutin continue d'être (de même que le découpage) un moyen subalterne de déformation des opinions exprimées par le corps électoral. Ce qu'on doit attendre avant tout d'un scrutin, c'est qu'il représente fidèlement, justement, les tendances dégagées par le suffrage. De ce point de vue, il n'y a pas de miracle : aucun système mixte, aucun tripataouillage assortissant la représentation proportionnelle d'on ne sait quelles restrictions, soit au plan géographique, soit au plan technique (exigence d'un seuil minimum, utilisation de la « plus forte moyenne », etc...) ne peut être admissible. Le seul système juste, le seul mode de scrutin qui respecte intégralement la volonté populaire telle qu'elle s'est exprimée dans les urnes, c'est la représentation proportionnelle intégrale.

Gilbert HERCET ■



Photo Maillac

## Plein de stages cet été !

### ● 2 stages de formation de base

Spécialement destinés aux nouveaux adhérents ou à des militants plus anciens qui n'ont pas pu avoir cette formation.

- Aux Guions (Haute-Alpes), du 23 juillet au 31 juillet.
- Dans le Gers, du 20 août (soir) au 28 août (matin)

### ● 2 stages d'animateurs

Destinés aux animateurs des groupes et sections du parti, tous ceux qui animent les structures militantes. Leur but est de permettre d'analyser le plus à fond possible une question fondamentale pour comprendre et situer la stratégie du parti, renforcer son efficacité, contribuer à l'avancée du débat.

- Dans le Gers du 14 au 20 août, autour du thème « Pouvoir des travailleurs et démocratie ».
- Aux Guions du 20 août (soir) au 28 août (matin) autour du thème « Contrôle ouvrier, contrôle populaire et autogestion ».

Inscrivez-vous dès maintenant à ces stages.

### ● 3 stages plus « spécialisés »

(si le nombre des inscrits est suffisant).

- Un stage du secteur « femmes » dans le Gers du 14 au 18 août (nombre de stagiaires : une trentaine) ;
- un stage réservé aux élus municipaux du parti également dans le Gers les 19, 20 et 21 août (nombre de stagiaires : une trentaine) ;
- un stage « étudiants », aux Guions du 21 au 28 août (nombre de stagiaires : une trentaine).

Pour que ces trois stages puissent avoir lieu, il est nécessaire que les inscriptions « remontent » très rapidement.

Une plaquette plus détaillée est en préparation.

- N'hésitez pas à venir en famille ;
- Faites approuver votre candidature par votre secrétaire fédéral ;
- Retournez le bulletin d'inscription aux adresses suivantes :
  - stages des Guions : PSU, 9, rue Borromée, Paris 15<sup>e</sup>.
  - stages du Gers : PSU, 3, rue d'Aubuisson, 31000 Toulouse.

Joindre 50 F pour frais d'inscription ; cette somme ne sera pas remboursée en cas de défection.

### Bulletin d'inscription aux stages d'été

Nom .....  
 Prénom .....  
 Adresse .....  
 Profession .....  
 Année de naissance ..... Date d'adhésion au PSU .....  
 Fédération .....

Responsabilité ..... Syndicat .....

Accord de la fédération .....

Hébergement : vient seul : OUI - NON  
 sinon, combien de personnes en plus :  
 adultes  enfants

Stage choisi (cocher les cases correspondantes)

— stage de base : Guions (juillet)   
 Gers (août)

— stage d'animateurs (août) :

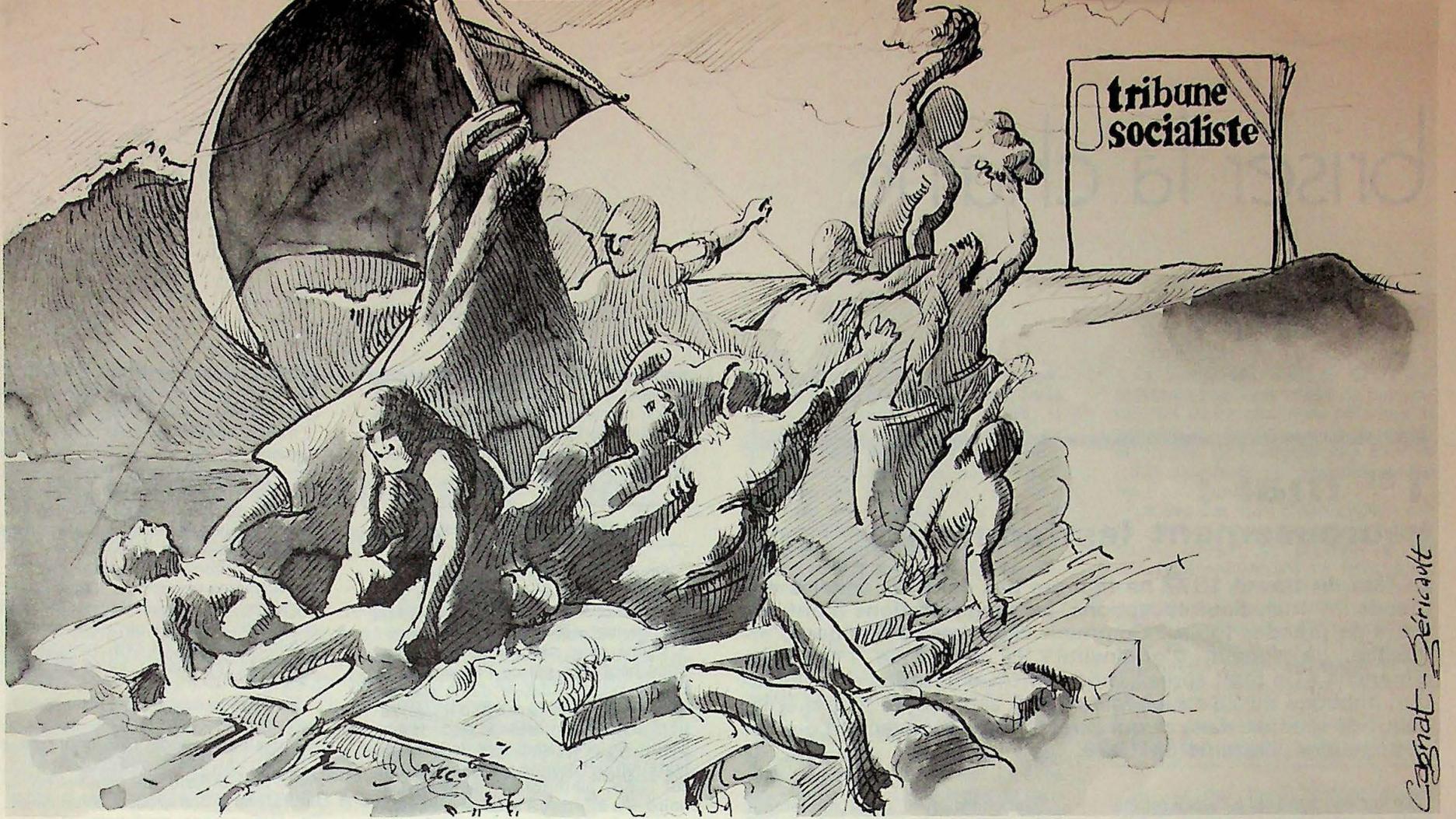
Gers

Guions

— stage « femmes » (août) : Gers

— stage des élus (août) : Gers

— stage « étudiants » (août) : Guions.



Cagnat-Bericault

## ça y est, ils viennent !

On en est sûr, ils viennent, tous ! les vieux, les jeunes, les femmes, les enfants, les immigrés, les « anti », les « anti-anti », ceux qui sont pour et les autres, ceux qui nous aiment beaucoup, bien, un peu, ils viennent pour faire la fête, pour faire de la

questionnent timidement, les timides ça n'ose pas, ils ont peur que ce soit trop tard, une longue file se forme sur le quai d'une gare, de timides la valise à la main, ils se retrouvent, se rassemblent, éclatent de leur joie... !

Au loin le drapeau de la fête

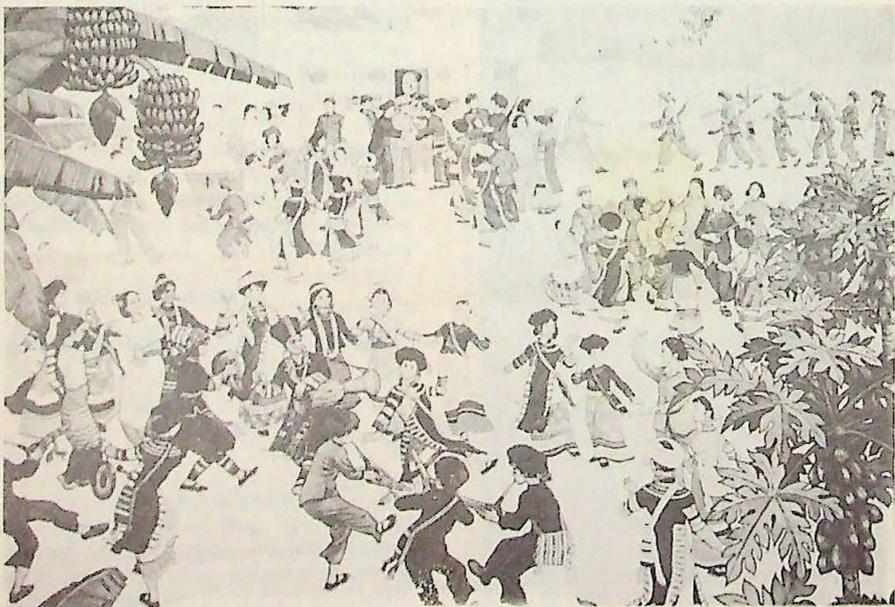


Photo Marillac

D'autres lieux, d'autres fêtes.

politique, pour regarder, pour participer, déjà de France et d'autre part ils se retrouvent, ils se disent, ils se parlent ils se questionnent : « Tu y vas toi ? » « Depuis quatre ans j'y vais, j'y retourne ». (même si Nougaro ne vient pas NDLR). On reconstruit les cars, on répare les voitures, les bicyclettes, on ressort les pancartes « Courneuve », ceux qui n'y sont jamais allés

se dresse, plus loin un bruit de flon-flon, ils se lèvent, la farandole tourne, tourne...

« Alors tu viens à la fête, deux jours sur 367 c'est peu, en attendant on pourrait aller acheter les billets (20 F pour les deux jours), chercher un vendeur, discuter, préparer maquillage, musique, mémoire de Mao, déguisements, on commence la fête, notre fête ! »

## GAGNEZ

● EN VOUS ABONNANT A TS DU 1<sup>er</sup> MAI AU 12 JUIN

● EN ABONNANT DES AMIS

au prix spécial de 70 F pour 25 numéros de 130 F pour un an

TIRAGE AU SORT des abonnements reçus du 1<sup>er</sup> mai au 12 juin au soir.

### un voyage au Portugal

1<sup>er</sup> PRIX : UN SEJOUR DE 8 JOURS POUR 2 PERSONNES dans le SUD PORTUGAL (Sagres) (voyage non compris)

1<sup>er</sup> PRIX bis : UN VOYAGE DE 8 JOURS POUR 2 PERSONNES au choix en Italie, Espagne, Algérie ou Portugal.

3<sup>e</sup> PRIX : 1 caisse de 6 bouteilles de Champagne

4<sup>e</sup> PRIX : 1 abonnement d'un an à « Critique socialiste ».

5<sup>e</sup> PRIX au 10<sup>e</sup> : 1 livre de la collection « Points chauds » Syros : Louviers, Lip, affaire non classée, le pouvoir à prendre, Requiem pour une médecine, etc.

TIRAGE AU SORT des militants ayant placé un abonnement.

### un duplicateur

1<sup>er</sup> PRIX : 1 duplicateur

2<sup>e</sup> PRIX : 10 ramettes duplicateur

3<sup>e</sup> PRIX : 1 abonnement à « Critique socialiste ».

4<sup>e</sup> PRIX : 1 livre de la collection « Points chauds » Syros.

1) Je m'abonne à Tribune socialiste

NOM ..... PRENOM .....

Adresse .....

Ci-joint chèque bancaire 1 an 130 F  
CCP 6 mois 70 F

Date : .....

2) Veuillez adresser un abonnement Tribune socialiste

à

NOM ..... PRENOM .....

Adresse .....

Ci-joint chèque bancaire 1 an 130 F  
CCP 6 mois 70 F

Date : .....

# briser la chaîne

## 1<sup>er</sup> mai : heureusement les femmes...

La fête du travail 1977 ne figurera pas dans les annales des grands 1<sup>er</sup> mai. Sauf exceptions, les manifestations n'ont pas attiré de grandes foules. Comment expliquer ce manque d'affluence, de rigueur, d'originalité? La pluie? Le 1<sup>er</sup> mai un dimanche? Un répit après l'importante mobilisation de la Fonction publique du 28 avril? Mieux vaut sans doute chercher un début de réponse dans ce qui caractérise le mouvement ouvrier et populaire : l'attente de 1978.

Le cortège syndical à Paris a reflété cette réalité : placé sous le signe de la solidarité internationale et de l'emploi, il n'a pas traduit ces axes de lutte en mots d'ordre — hormis les militants CFDT qui lançaient des mots d'ordre de soutien aux éboueurs. Seul leitmotiv : « Union, action, Programme commun... ».

Tranchant avec cette monotonie, ce sont les mouvements autonomes qui ont donné à ce 1<sup>er</sup> mai parisien un air de fête. Refusées dans le cortège officiel, les femmes ont eu une présence massive. Deux fois plus nombreuses que l'année dernière, elles ont une nouvelle fois affirmé qu'il n'y aura pas de socialisme sans libéra-

tion des femmes. Slogans, chansons, danses, joie d'être ensemble, couleurs, martelaient le refus de la phalocratie, de la politique coupée de la vie, spécialité des hommes et des tenants de la hiérarchie.

### le char antinucléaire

On aurait pu, après son succès des dernières élections municipales s'attendre à une importante présence du mouvement écologiste. Il s'est limité à l'apparition des antinucléaires — mais peut-être est-ce l'essentiel. Le PSU a pris l'initiative d'une marche nationale contre le projet d'implantation d'une centrale à Nogent-sur-Seine. En proposant lors de la manifestation parisienne une mobilisation sur une plate-forme autogestionnaire, il a affirmé, à la différence de la gauche, le refus du tout nucléaire. Un char antinucléaire le symbolisait.

Autre combat représenté à Paris : celui des immigrés et des réfugiés politiques. De nombreuses délégations marocaines, espagnoles, latino-américaines, turques rappelaient que le 1<sup>er</sup> mai est une fête internationale,

que la classe ouvrière ne doit pas tomber dans le piège de la division, du chauvinisme, du racisme.

Menace pour le mouvement ouvrier comme on l'a vu au Chili, utilisée comme instrument de guerre civile, l'armée, elle aussi, est contestée. Les comités de soldats rappelaient ce fait. Plus nombreux, mieux coordonnés dans les casernes, ils reçoivent l'appui de nombreux militants ouvriers, syndicalistes et paysans. Les soldats, masqués de cagoules, ont été fort applaudis. Protégés par un important service d'ordre, ils ont montré que face à la répression, le soutien doit s'élargir.

Le cortège des groupes révolutionnaires, LCR, LO, OCT, a regroupé beaucoup de monde. Ceci confirme, à Paris en tout cas, que le courant alternatif aux projets de gauche ne se limite pas à des groupuscules isolés. Le mouvement socialiste autogestionnaire ne peut que tenir compte de cette réalité.

### un air de compte à rebours

La nécessité s'en fait d'autant plus sentir, que le PCF et le PS ont marqué ce 1<sup>er</sup> mai du sceau de leur vigilance. Elus, ceints de bleu blanc rouge, macarons et banderoles du PCF ont une fois de plus « débordé » le cortège syndical et l'appel à la fête de Paris du PCF, lancé d'une grosse sono place de la Bastille, a couvert bien souvent les mots d'ordre de renforcement de la CGT.

Ainsi se confirme l'effacement plus ou moins relatif des stratégies syndicales au profit des stratégies politiques. Le petit nombre de banderoles communes CGT-CFDT est à cet égard significatif. Peu de luttes représentées, encore moins d'unité à la base. C'était un 1<sup>er</sup> mai de transition : le compte à rebours commence. On attend 1978. Confiance pour les uns, affirmation autonome ou défiance pour les autres. Deux apparitions, des espoirs différents.

Michel CAMOUIS ■

## Furnon : comme on se retrouve !

Entreprise textile de moyenne importance, les établissements Furnon à Saint-Christol-les-Alès ont à leur tête un de ces patrons de choc passés maîtres dans l'exploitation des travailleurs et la répression antisyndicale.

Ce Monsieur Furnon n'est pas un inconnu. C'est lui qui, en 1974, reprenait la firme CIP Bayeul en déconfiture. Il la « larguait » quelques mois plus tard, s'appropriant le réseau commercial de l'ancienne société. Le conflit CIP a continué sans lui, jusqu'à la victoire. « Immortalisé », caricaturé dans la pièce du théâtre de l'Aquarium : *La jeune lune tient la vieille lune toute une nuit dans ses bras* (1), Furnon, homme de principe, primate libéral affirmait en substance aux femmes de la CIP, après le rachat : « Nous sommes tous dans le même bateau. Je serai le capitaine. Si vous ramez comme moi, tout ira bien. Gare à celles qui rameront à contre-sens ! »

La section CFDT rétorqua alors : « ce bateau nous a tout l'air d'une galère ».

Furnon revient à la une de l'actualité. A Saint-Christol-les-Alès cette fois. Comptant, là encore, sur la docilité de l'équipage. Mais les ouvrières se sont dotées d'une section syndicale CGT. Le 19 avril, elles sont prises à partie par Furnon : « le syndicat, c'est moi... Je vais fermer l'usine... » Il parvient même, jouant sur le réflexe de crainte des autres ouvrières, à interdire aux syndiquées l'accès au travail.

Dès le lendemain, mobilisation pour soutenir les ouvrières. Le patron consent à réintégrer les grévistes mais... dans un atelier à part, sans

doute pour éviter la contamination. La riposte est immédiate : les syndiquées ne sont pas des pestiférées ; elles ne rentreront que pour travailler avec les autres, au même titre et dans les mêmes conditions.

### la rencontre des épaves

Le vendredi 22 avril, après de multiples démarches d'élus et de responsables syndicaux, une manifestation a lieu jusqu'à la sous-préfecture. Entrevue négative avec le sous-préfet : le pouvoir ne veut pas intervenir dans cette affaire. Furnon tient toujours bon. Il s'exprime par tracts, soûlant signés par les non-grévistes et diffusés, dit-on, par l'équipe du responsable des Républicains indépendants, Gilles, récemment battu aux municipales. Il part en guerre contre

la CGT en appelant à une manifestation tout ce que la ville compte de réactionnaires. Sous le coup de plusieurs amendes pour entrave à la liberté syndicale, il ne cède pas.

De ce fait, la nécessité de la mobilisation et de la solidarité s'impose jusqu'à la réintégration, sans condition, des ouvrières syndiquées. Pour sa part, le PSU d'Alès appelle au soutien unitaire et à la solidarité dans les formes décidées par les ouvrières.

L'affaire déborde largement le cadre local : mettant en cause le droit au travail et à la liberté syndicale, elle prend, dans un contexte d'exploitation accrue des travailleurs, valeur de test.

Section PSU d'Alès ■

(1) Qui sera présentée à la fête du PSU.

# Deffrenne : mise à sac d'une trésorerie

Les « Deffrenne » ont un trésor de guerre ! Il a fallu cela pour que les journaux reparlent de cette entreprise roubaisienne du groupe Schlumpf dont les 330 salariés sont maintenant en préavis de licenciement. Depuis le début d'avril, le travail continue au ralenti pendant la journée. Le tissu n'est livré aux clients que sous contrôle ouvrier et des militants occupent les locaux la nuit, les dimanches et les jours fériés. Sur les 4 000 pièces du stock, quelques délégués en ont caché une centaine valant au total une somme de 200 000 à 250 000 F.

Pour entrer dans l'usine le soir ou le dimanche, on agite une corde. Un chapelet de clochettes tinte dans le bar où les occupants jouent aux cartes, au « chômageopoly » ou discutent ferme. Un camarade vient ouvrir. Sur un grand mur blanc on a marqué en lettres rouges « le groupe Schlumpf vivra ». Au tableau s'alignent les chiffres qui ont scandalisé le personnel et que les délégués ont découvert, en consultant la paperasserie dans les bureaux.

Jugez-en. Nous avons déjà écrit (TS du 25-11-76) que le tissage Deffrenne de Roubaix rachetait aux filatures alsaciennes Gluck et Malmerspach du fil à un prix supérieur à celui du marché. La différence ne profitait pas aux travailleurs alsaciens. Elle servait à bâtir la fortune des frères Schlumpf. Cette différence de prix s'est élevée à 1 872 250 francs lourds en 1974 et à 1 371 000 pendant les dix premiers mois de 1975.

Mais il y a eu d'autres « pompages » sur la trésorerie de l'entreprise. Le transport d'un orgue de barbarie d'Anvers au musée des Schlumpf a été facturé 2 800 F à l'entreprise Deffrenne. Le fils de l'ancien patron Deffrenne a monté une société qui vendait des jeans. Cette société, nommée Agénor, a tiré deux traites sur l'entreprise Deffrenne pour un total de 407 000 F. Le père Deffrenne a fait payer, par l'entreprise, le champagne pour un mariage dans sa famille : 17 700 F à payer. Ce n'est pas tout : ce brave homme avait, sur l'entreprise, un compte débiteur de 530 000 francs lourds environ, ce qui est interdit à un actionnaire d'une société. De plus, il a touché 258 205 F de salaire en 1973 et 515 205 F actuels pour les dix premiers mois de 1975. Pendant cette même période, les dix plus hauts salaires représentaient 1 650 000 F, les ETAM et les ouvriers se partageaient royalement 1 800 000 F pour les premiers et 5 500 000 F pour les seconds. Et les syndicats se battaient pour un minimum de 1 500 F par mois !

## les caissiers veulent la peau des « Deffrenne »

En mettant ainsi à sac la trésorerie de leurs entreprises, les Schlumpf comme les Deffrenne allaient acculer

le groupe à la ruine ; aux travailleurs alsaciens et roubaisiens de payer ! Les travailleurs refusent la solution patronale : démantèlement du groupe, rachat de la firme roubaisienne par d'autres patrons de la place et licenciement de 50 % du personnel. Au « chômageopoly », on appelle cela une « petite solution ».

A l'automne dernier, la gestion est confiée à un cabinet parisien, la

baix, la section CFDT décide l'occupation et la surveillance du stock. Mais le travail continue. Le 1<sup>er</sup> avril, le directeur de la COGEFI, M. Sallan, dit qu'il ne peut poursuivre sa mission, qu'il licencie tout le personnel pour sauvegarder ses droits et qu'il cherche une solution pendant le préavis. Il dira la même chose au tribunal de commerce.

Le 8 et le 9, les lettres de licenciement arrivent.

## contrôle du stock

Le lundi 4, le personnel est réuni en assemblée générale. A une forte majorité il décide le travail au ralenti, l'occupation pendant les heures de fermeture et le contrôle des livraisons. Autrement dit, le tissu est livré aux clients contre une lettre de soutien à l'entreprise Deffrenne. Cette assemblée décide surtout de se passer des services de la COGEFI.

L'occupation nocturne sera assurée la nuit également. Les « Deffrenne » prennent des initiatives pour faire connaître leur lutte à la population. Un jour, les lettres de licenciement sont affichées sur le mur du syndicat patronal textile. Lors de la course cycliste Paris-Roubaix, ils passent devant le public à vélo avec des dossards « licencié », distribuent des

Le lendemain, c'est la CFDT qui provoque une assemblée du personnel. Un cadre essaie de défendre la solution du syndicat. Il sera descendu en flèche. La révélation des chiffres (cités plus haut) fait scandale parmi les travailleurs.

Le samedi, lors d'une conférence de presse, les délégués révèlent qu'un « trésor de guerre », a été constitué permettant de faire pression au cas où tous les salaires ne seraient pas versés. Chez Desombre, à Lille, la police n'a-t-elle pas fait évacuer de force le stock ? L'opération devait être tenue secrète et la primeur à la presse était un moyen de populariser la lutte.

## contre la petite solution

Au fil des mois l'influence des cadres s'est réduite tandis que grandissait la prise de conscience des travailleurs. Le jeudi 28, un car est parti en Alsace pour voir le musée des tacots à Mulhouse et surtout pour discuter avec les camarades alsaciens. Bien sûr, ceux qui trouveront du travail ailleurs n'hésiteront pas. Mais, le chômage étant ce qu'il est, seuls trois personnes depuis le début d'avril ont eu cette chance.

A l'extérieur, les travailleurs ont contre eux les lainiers de Roubaix-



Photo Aujja

COGEFI. En janvier, celle-ci propose une trentaine de licenciements, mais doit reculer, car les travailleurs de Deffrenne se mettent en grève et occupent les lieux. Le 30 mars, sous la pression des lainiers de Roubaix-Tourcoing, les Assurances garanties de salaires (AGS)(1) font savoir qu'elles refusent un prêt de 12 millions que la COGEFI estimait nécessaire pour relancer le groupe Schlumpf. Or, ces 12 millions ne représentent que le tiers de ce que les AGS auraient dû payer aux ouvriers du groupe Schlumpf s'ils avaient été licenciés en septembre.

Dans les filatures alsaciennes, c'est la grève avec occupation. A Rou-

baix, la section CFDT décide l'occupation et la surveillance du stock. Mais le travail continue. Le 1<sup>er</sup> avril, le directeur de la COGEFI, M. Sallan, dit qu'il ne peut poursuivre sa mission, qu'il licencie tout le personnel pour sauvegarder ses droits et qu'il cherche une solution pendant le préavis. Il dira la même chose au tribunal de commerce.

Le 8 et le 9, les lettres de licenciement arrivent. Le lundi 4, le personnel est réuni en assemblée générale. A une forte majorité il décide le travail au ralenti, l'occupation pendant les heures de fermeture et le contrôle des livraisons. Autrement dit, le tissu est livré aux clients contre une lettre de soutien à l'entreprise Deffrenne. Cette assemblée décide surtout de se passer des services de la COGEFI. L'occupation nocturne sera assurée la nuit également. Les « Deffrenne » prennent des initiatives pour faire connaître leur lutte à la population. Un jour, les lettres de licenciement sont affichées sur le mur du syndicat patronal textile. Lors de la course cycliste Paris-Roubaix, ils passent devant le public à vélo avec des dossards « licencié », distribuent des

Tourcoing. Mais ceux-ci n'ont pas intérêt à voir la situation se prolonger. Deffrenne est un mauvais exemple. Ils ont pour eux leur syndicat, la liaison avec les entreprises en lutte sur la place, la municipalité de gauche, les partis de gauche et les révolutionnaires. Pour notre part, la section PSU a fait un bombage et des militants ont participé à l'occupation. Deffrenne, c'est pas fini...

Gérard LEMAHIEU ■

(1) Organisme géré par les patrons qui paie les salaires dus en cas de fermeture pour faillite.



La nouvelle société accumule ses déchets...



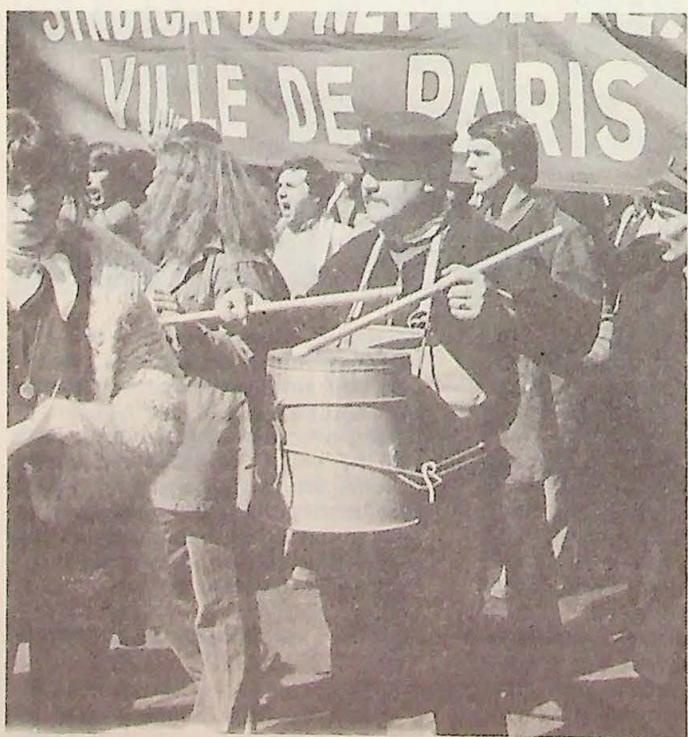
Salut les bidasses : brise-grèves, sans le vouloir...



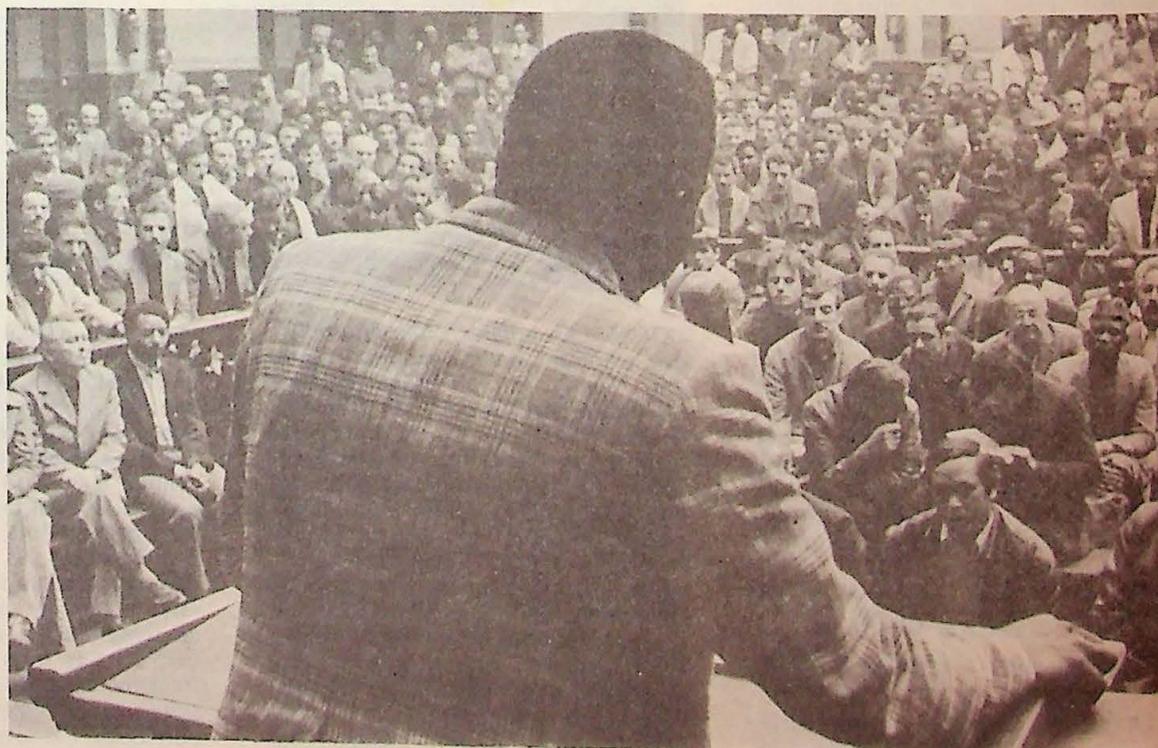
Pour eux, Paris : un parfum de quille, un bout de carte postale. Mais à quel prix !

## la grève des éboueurs parisiens Chirac sali, Giscard aveugle, armée poubelle

Chirac, le maire tambour-battant, le nouveau Déroulède de la capitale, le hussard à la conquête de l'Élysée, le tombeur et le sauveur de Barre, a buté ces dernières semaines sur une sale petite question toute bête : les éboueurs parisiens en ont marre. Marre d'être parmi les plus damnés des travailleurs, marre d'être payés au lance-pierre, marre de travailler à la nuit et dans la merde sans contrepartie véritable. Au temps où il soignait son image, Giscard avait bien reçu quelques éboueurs africains à son petit-déjeuner élyséen. Il n'en est plus question : « C'est à la mairie de voir ! ». Et Chirac, impérial, salue les revendications « légitimes » de ses camarades éboueurs avant de les renvoyer vers le gouvernement : « c'est à Barre de voir... » En attendant, l'Etat-major étudie le terrain : il est si rare que l'armée entre dans Paris, « en opération »...



Les gars du ramassage



Français immigrés même combat !

# sidérurgie :

# quelles solutions ?

## liquidée avant 1978 ?

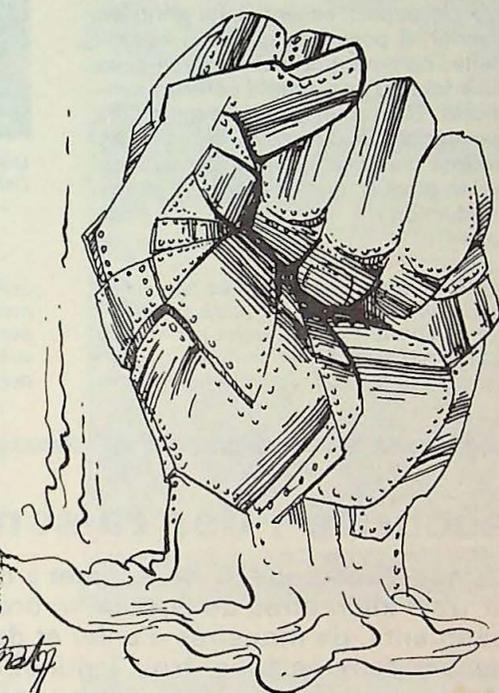
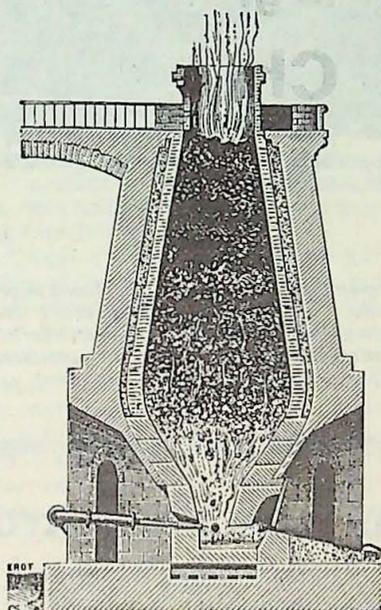
**Les travailleurs de la sidérurgie subissent une attaque frontale. Le patronat veut liquider le dossier avant 1978. Les enjeux sociaux, industriels, politiques et financiers s'accumulent. Dans un premier dossier, TS avait décortiqué la stratégie patronale : restructuration, concentration financière et les dangers pour les salariés.**

Aux aspects de la crise en France, s'ajoutent ceux, aussi graves, de la concurrence internationale. Celle-ci a réduit à néant la stratégie de reconversion des groupes sidérurgiques français. Il s'agissait, rappelons-le, d'abandonner tranquillement, à petits pas, les installations les plus anciennes du Nord (Valenciennois) et de la Lorraine en faveur de nouvelles unités internationales plus proches de lieux d'arrivage de matières premières, alors bon marché. Dans cette programmation les vieilles unités n'auraient joué qu'un rôle de tampon, permettant de faire face aux fluctuations importantes du marché de l'acier. Ce calcul tombe à l'eau. La crise s'accélère. L'addition est lourde. On veut la faire payer aux travailleurs.

Par les licenciements tout d'abord, mais aussi en alignant la sidérurgie française sur les nouvelles conditions exigées par le marché international. Contrairement aux discours dominants, la concurrence capitaliste joue contre les travailleurs de manière particulièrement évidente et brutale en période de crise comme ils peuvent le constater aujourd'hui.

Elle entraîne un alignement sur les conditions des plus défavorables aux

travailleurs, comme au Japon, dont la sidérurgie a connu une croissance ultra-rapide en quelques années, des rémunérations plus basses, une pro-



ductivité élevée par des conditions de travail sans cesse mauvaises, une insécurité croissante et une répression permanente. La concurrence sauvage a comme corollaire l'exploitation sauvage, et donc une lutte frontale avec les classes ouvrières des pays concernés.

En France les exemples ne manquent pas ces dernières semaines : cadences, productivisme et répression à Dunkerque et Fos ; bradage de

la Lorraine après une reconversion ratée dont le coût est subventionné par la collectivité nationale à travers l'Etat.

Même si ce gâchis est épongé en partie par les aumônes gouvernementales, rien ne sera résolu pour autant. La récession mondiale se poursuivra. La sidérurgie en subira le contrecoup de manière amplifiée. Même avec la dot de 12 milliards offerte par Barre aux maîtres de forges et 20 000 licenciements, la phase de modernisation qui s'amorce ne sera pas une lune de miel. Aux phases de croissance ultra-rapides succéderont toujours des chutes brutales et dures. L'émulation du marché et le fonctionnement du système agiront, cycle infernal, au détriment des ouvriers.

Le patronat aidé du gouvernement entend bien faire accepter sa politique, ne rien négocier sur le nombre de licenciements, ne rien concéder, sur le fond, aux syndicats. La bataille sera dure à mener. Elle se mène d'emblée sur le champ politique. Le dossier sidérurgie, si rien n'évolue d'ici là deviendra un des premiers tests pour l'union de la gauche. La réponse doit être le prolongement politique des exigences actuelles des travailleurs. Elles doivent être l'objet du débat, des actions des semaines qui viennent et... de ce deuxième dossier.

Camille ROMAIN et  
Jean-Yves SPARFEL ■

## garantie de l'emploi, garantie de l'avenir

**Construire une autre politique, une réponse alternative à la restructuration capitaliste, à la récession, suppose de partir des aspirations et des revendications des travailleurs. Sans quoi, il ne s'agirait que de problèmes résolus sur le papier.**

Comme tous les empires qui s'écroulent, celui des maîtres de forges, est gros d'une révolution. La sidérurgie, née avec le capitalisme industriel, a modelé les modes de vie, les consciences des hommes dans des régions entières. Elle a pénétré l'intimité de chacun, fierté de son travail et aliénation comme raisons de vivre. Cette machine sociale bien huilée s'est peu à peu enrayée. Le paternalisme a perdu de sa puissance. Le rapport direct des ouvriers aux deux éléments naturels : fer et charbon, est médiatisé, dispersé. Les collectivités créées par la présence des matières premières, la mono-industrie, un modèle hiérarchisé de rapports sociaux, éclatent.

Société anonyme, travail anonyme, habitat anonyme, vie anonyme, mort

anonyme, voilà ce qui a succédé aux rapports personnalisés au travail, au patron ou à la machine. Les ouvriers croyaient les saisir, cotoiement familial, survie organisée, tissée par l'histoire, appartenance de la vie à la mort du mode de production imposée dans ces régions par quelques grandes familles.

### ils veulent un avenir

Aujourd'hui l'histoire explose. L'emploi n'est plus garanti. Ce verrou, qui justifiait l'acceptation passive de la fatalité de la condition d'exploité à la mine, au haut-fourneau ou dans l'aciérie, saute. La fin d'une histoire accouche de la nécessité d'une autre.

En exigeant la garantie de l'emploi sur place, de nombreux travailleurs

lorrains, du Nord ou de Decazeville, ne se battent pas pour leur passé. Ils comprennent brusquement leur épopée collective autrement. L'abandon de la Lorraine, c'est une dépossession brutale de tout ce à quoi on les avait habitués.

La résistance qui commence est donc concrète : ils veulent un avenir. Ceux qui depuis toujours ont travaillé dans les vallées lorraines, dans le Valenciennois refusent d'avoir à choisir entre chômer dans des régions mortes ou partir, on ne sait où, rebâtir une existence. Ils savent déjà d'ailleurs ce que serait la déportation. Les mineurs du Pas-de-Calais ont servi de chair à cadences infernales à Usinor-Dunkerque. Les sidérurgistes lorrains ont été expatriés dans une enclave capitaliste en Provence, à Fos.

Cette première appréciation de leur avenir programmé par le capital entraîne le désir farouche, inexplicable (pour ceux qui font de la mobilité professionnelle le nec plus ultra du

redéploiement industriel, donc du profit), de refuser les licenciements. Mais une autre prise de conscience naît peu à peu. Les travailleurs de la sidérurgie comprennent que leur travail, extorqué, aliéné, puis volé, va être détruit.

### luttons d'aujourd'hui, sidérurgie de demain

Enracinées là, près de leurs villes, les usines sont le fruit de leur travail, le point fixe des allées et venues de générations entières. L'éventualité d'un vide fait exploser les colères. Se les approprier, gommer par l'occupation, puis par le contrôle ouvrier, la logique des décisions patronales et des débats parlementaires, voilà ce qui germe. Pour tous les sidérurgistes, c'est ce que signifie une nationalisation sous contrôle ouvrier. A travers les objectifs pour aujourd'hui, naît la sidérurgie de demain. ■

# sécurité : un combat plein de conséquences

Sans le système capitaliste, et plus généralement dans tout système productiviste, un choix est opéré à un moment donné entre production et sécurité. Celle-ci entre en opposition avec le profit. Fondée sur une série de valeurs liées au mode de croissance économique et à la concurrence, une propagande en faveur de l'agressivité, de la prise de risque, de la productivité se développe dans les entreprises. On la présente comme gratifiante (primes de risques, de nuisance).

On remarque plus facilement les cas mortels. N'oublions pas que dans la sidérurgie (comme dans le bâtiment), il y a aussi le cortège des accidents, des mutilations : yeux brûlés par l'explosion du métal en fusion, jambes coupées par les tôles de laminage, bras arrachés à cause d'un élingage défectueux, fractures du crâne par chute de pièces, bris de colonnes vertébrales...

Un des directeurs d'Usinor-Dunkerque, M. Nathan Hudson, déclarait récemment : « il faut en finir avec la légende de l'usine de mort » et qu'il était « inadmissible que la presse, la radio concourent à renforcer une situation de psychodrame et de masochisme ». Pour ce patron, l'action des militants pour la sécurité n'est que du masochisme. Masochisme, de dire que Jean-Claude Libaert reste dans le coma depuis huit mois à la suite de la chute d'une tôle d'un pont ? Masochisme que de dresser dès lors la liste de toutes les « chutes » depuis un an ?

## les poches se vident...

Il faut savoir que dans les aciéries, les ouvriers travaillent, se déplacent avec au-dessus de leur tête des ponts qui servent à transporter des « poches » (bennes) de 250 tonnes d'acier en fusion. Or, à six reprises, en un an, ces poches se sont déversées dans les aciéries. Imaginez la chute de 40, 50, ou 80 tonnes d'acier liquide ! Il n'y a pas encore eu de catastrophe. Mais elle existe potentiellement.

Les cardans, les poutres, les palonniers, les axes, les goussets, toutes les pièces motrices des ponts cassent ou se fissurent. D'où proviennent ces incidents techniques ? De l'usage sauvage du matériel : utilisation des ponts comme outil de choc, moutonnage (1), précipitation dans les réparations, manque d'effectifs pour l'entretien, charges trop lourdes... Comment s'étonner que des pièces essentielles cassent quand des ponts pouvant soulever 75 tonnes transportent des charges atteignant 110 à 120 tonnes !

Pour vérifier le degré de résistance des ponts, la direction se sert de la technique de la surcharge. Cela aggrave évidemment les risques de fissures internes. Les militants CFDT expliquent également que les réducteurs d'origine de ces ponts ont été remplacés par des réducteurs à bas prix. Les calculs de conception ont été faits avec des coefficients de sécurité diminués de moitié.

Voilà pourquoi, à Usinor-Dunkerque les syndicalistes exigent le contrôle des pièces par radiographie, pour déterminer les risques de fissures de « pailles », de défauts de fabrication. Il faudrait, de leur point de vue, aller plus loin et contrôler la conception même de l'outil de travail.

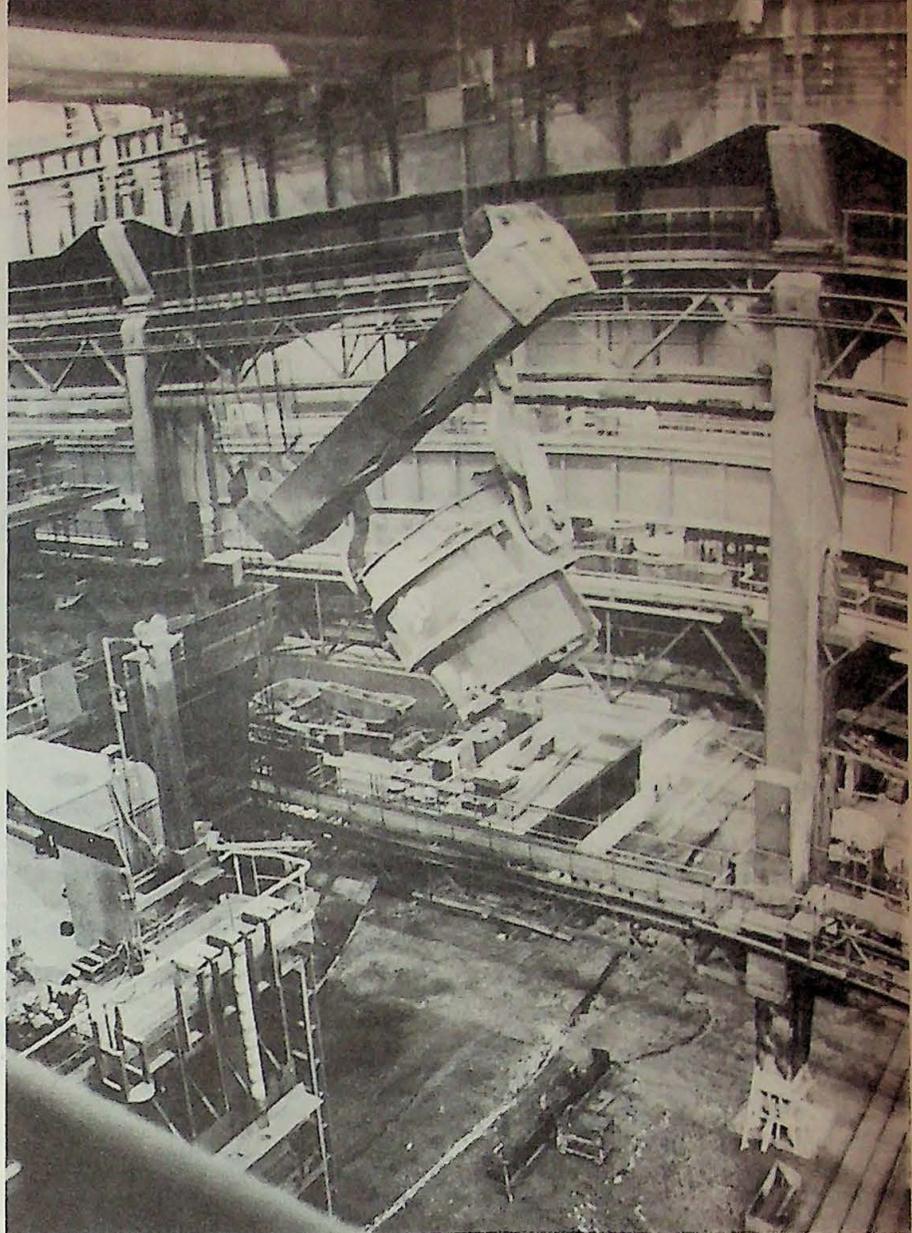
Au lieu de se battre pour des primes de risque, c'est ce dernier qu'il faut éliminer.

## pour la fin du secret

Le contrôle de la sécurité doit appartenir totalement aux travailleurs. Ce sont eux les vrais experts. Ils ne veulent plus perdre leur vie à la gagner. Il faut faire cesser le camouflage des dangers, le secret, le silence des tombes creusées au nom de la « fatalité ».

Le combat pour la sécurité constitue un aspect essentiel du contrôle ouvrier. Il pose une question essentielle : comment produire ? Celle-ci va plus loin qu'une simple défense syndicale. Elle remet en cause toute l'organisation capitaliste du travail. Elle amène aussi à s'interroger sur ce qu'on produit : quels outils pour quelle production ?

(1) Moutonnage : faute de vider les poches après l'utilisation, de les nettoyer (rentabilité et rapidité exigent), de les garnir avec un sable spécial, l'acier en fusion s'agglomère durcit au fond. Se forment alors des



Une poche de 40 tonnes suspendue dans le vide après une rupture de chape le 29 mars 1977 à Usinor-Dunkerque.

conglomérats dits « loups ». Ces loups augmentent les charges, déséquilibrent les poches, font se casser les chappes d'articulation des crochets. Pour nettoyer les poches des « loups » qui s'y forment, la

direction demande qu'on les fasse se choquer les unes contre les autres. Cela ressemble à un monsieur qui pour enlever de la boue sur sa voiture irait la cogner contre un mur. On imagine les conséquences...

# sécurité : des raisons que les patrons ignorent

**Usinor-Dunkerque : face à la mer sur dix kilomètres de longueur et trois kilomètres de largeur se dresse un enchevêtrement de bâtiments, de monstres d'acier et de béton. Quatre hauts-fourneaux, deux aciéries, trois laminoirs et une multitude de services annexes (quai, minéralier, agglomération des matières premières, fours, stockage, etc.), président à la destinée de 11 000 salariés.**

Une masse domine tout : le HF 4. Le haut fourneau a selon un dépliant patronal « été mis à feu le 18 mai 1973 à 16 h 28. Avec un diamètre au creuset de 14,2 m, une hauteur de 86 mètres, sa production peut atteindre 10 000 tonnes de fonte par jour, soit presque la production de l'ensemble des trois premiers hauts fourneaux. »

## le trou qui tue

Discours technique en 1973 : « l'unique trou de coulée a fait place à quatre trous de coulée, chacun servi par un jeu de machines automatiques (perforatrices et boucheuses)... Un haut fourneau doit être conçu pour produire longtemps et régulièrement beaucoup de fonte de bonne qualité à bas prix. Le HF 4 devrait fonctionner de nombreuses années sans arrêt de longue durée » (selon la publicité maison).

Fait : depuis le 23 avril, le HF 4, conçu pour fonctionner en continu, est arrêté. On doit le réparer. Cela risque de durer jusqu'à la mi-mai.

Discours d'homme : « le 30 mars 1977, un fondeur de l'équipe A, Jean-Marie Domain, a été demandé pour piquer le trou de coulée n° 1 afin d'augmenter le jet de fonte. J.M. Domain a été surpris au cours de son travail par la puissance et la soudaineté du jet de fonte... » (tract CFDT du 30 mars).

Le 4 avril, nouveau tract CFDT : « Domain est mort ». Avant de mourir, dans sa cage de verre pour grands brûlés, il a raconté à ses camarades comment était arrivé l'accident : « Quand j'ai piqué, le jet est parti de biais, complètement à droite, ce qui est anormal. »

## le réfractaire se casse

Les hauts fournistes de Dunkerque ne se contentent pas de poser des questions. Leur but, c'est de lever le secret qui pèse sur la mort des ouvriers, qui cache la vérité sous deux généralités : le progrès technique et la fatalité. Leur inquiétude sur le HF 4 les amène à réclamer la mécanisation du débouchage complet des trous

de coulée avec la perforatrice, suivant la méthode du foret perdu. Cela permettrait outre le fait d'assurer la sécurité des hommes, de faire des trous réguliers, de connaître la longueur et de couler dans de meilleures conditions. Doivent être également mécanisés : le piquage des trous de coulée et le nettoyage des rigoles.

Ces changements sont à opérer immédiatement. Mais agir sur les effets d'une mauvaise marche du haut fourneau ne suffit pas. Il faut s'attaquer aux causes. La sécurité d'une installation ne se bricole pas. On doit arrêter et changer l'outil de production qui tue. Tout replâtrage est dangereux. En réalité Usinor ne maîtrise absolument pas le monstrueux appareil (le plus grand haut fourneau de France, dont elle est si fière) et l'expérimente au détriment des travailleurs (sans les écouter, ni les informer) ; pour les faire tourner, il faut en fait encadrer les ouvriers par des flics et supprimer le droit de grève. Derrière le haut fourneau, c'est une organisation sociale qu'il y a.

## dix questions

La vérité est simple ; lors de la construction de cet outil du capitalisme, conçu pour fonctionner sans arrêt, selon des normes de productivité sans cesse croissantes, on a oublié une dimension : celle des tra-

# nationalisation : solution miracle ?

Enjeu national, la situation de la sidérurgie française appelle des réponses politiques. Le PCF répond : nationalisation. Le PS « nationalisation » est à l'ordre du jour. Combattue par une droite qui veut continuer la politique menée depuis vingt ans, avec les effets que l'on connaît, cette solution nous interroge. Au-delà du principe, il faut se demander : quelle nationalisation ?

La sidérurgie reste encore, juridiquement, totalement contrôlée par des intérêts privés. Appropriée par quelques groupes financiers (CLIF, DNEL, Empain et Paribas et quelques autres de moindre importance), cette activité est cependant, par de multiples aspects, d'ores et déjà largement socialisée.

## socialisée d'ores et déjà

Les installations sidérurgiques requièrent des investissements énormes et une mobilisation des capitaux correspondante. Les capitalistes de la sidérurgie vivent de l'endettement. En France, les fonds publics, particulièrement depuis quinze ans, ont été le noyau central du financement. Par ailleurs l'épargne nationale et populaire par le canal des banques, des émissions d'obligations y contribue également. Ce financement public (au sens étroit ou au sens large) est l'argument le plus souvent avancé pour justifier une nationalisation.

Mais il y en a bien d'autres et notamment les énormes infrastructures publiques requises pour développer de nouvelles implantations ou

vaillants. Or il y a eu beaucoup trop de chômage partiel, de grèves pour une machine de ce type. Ce constat amène la CFDT à poser dix questions aux directeurs d'Usinor.

Finalement, les patrons ont dû se résoudre à une vérification complète du HF 4.

Passant son temps à empêcher la mise en place d'un comité hygiène et sécurité (CHS) dont les délégués sont élus depuis cinq mois, la direction n'a pas écouté les travailleurs. Ce sont eux qui demeurent les plus à même de juger de la qualité, de la sécurité de telle ou telle installation. Au lieu de cela, la direction envoie des ouvriers à la mort. Ainsi, l'un d'entre eux, pris de peur, s'est vu répondre par un petit chef : « tu fais ce que je te dis, ou c'est le bon de sortie ! ». Au lieu de cela, encore elle réprime les délégués CHS. Ceux-ci font l'objet de retraits de salaires de 300, 400, 600 F par mois pour des heures d'enquêtes légales à propos d'accidents graves. Le patronat sait qu'inéluctablement toute bataille sur la sécurité, tout débat, toute information entraîne une réflexion critique sur l'organisation capitaliste du travail, sur l'ampleur des effectifs.

Voilà pourquoi l'arrêt du HF 4 à Usinor-Dunkerque est important au moment où, en Lorraine, on arrête des installations pour non compétitivité, où en stoppe également une usine moderne pour la vérifier. ■

élargir les anciennes installations ferroviaires, routières, énergétiques, portuaires.

Chaque décision des « maîtres de forges » a entraîné une masse d'efforts de la collectivité nationale, sous forme publique ou privée. Cela va si loin que l'avenir de régions entières est engagé par le choix de quelques patrons. De plus, par la diversité de ses débouchés, du bâtiment à l'automobile, en passant par la construction mécanique, la machine-outil ou les travaux publics, la sidérurgie est une activité de base de toute l'économie nationale. Son importance stratégique saute aux yeux.

Socialisée d'ores et déjà dans son financement et par ses conséquences en amont et en aval, il est paradoxal que quelques individus la possèdent, en jouisse à leur gré. La socialisation objective, la crise, le gâchis, une gestion aberrante sont autant de facteurs qui mettent en évidence la nécessité de nationaliser. La sidérurgie appartient en fait au pays.

Simple constat et ajustement juridique d'une socialisation de fait, que permettrait une nationalisation ? Produit direct de l'évolution, du fonctionnement du système capitaliste, ne risque-t-elle pas de ne servir qu'à résoudre les difficultés actuelles, momentanées ou structurelles ? Comme à la SNCF, à l'EDF, dans d'autres activités d'emblée socialisées, la nationalisation peut n'être qu'un instrument de meilleure efficacité, de rationalisation, de meilleure gestion. Avec quelques aménagements (représentants d'organisation syndicale au conseil d'administration, mesures sociales par exemple), elle ne serait qu'une nouvelle manière de gérer, de moderniser le capitalisme d'aujourd'hui, une transformation des alliances de classe de la bourgeoisie.

## les vraies questions

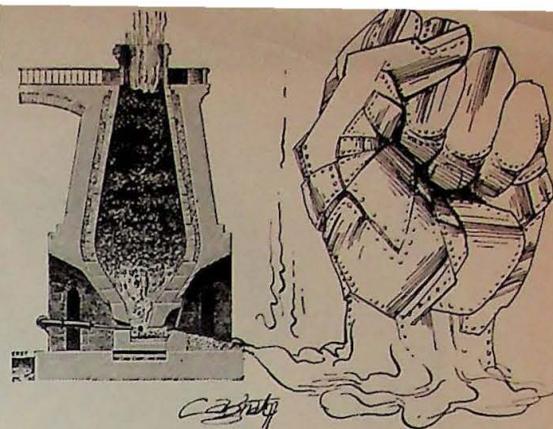
La nationalisation ne serait alors qu'un nouveau découpage entre la sphère du profit privé et la sphère de l'infrastructure lourde publique. La nationalisation avec indemnisation du grand capital privé ne serait qu'une manière de lui rendre sa liberté de se réinvestir de façon plus lucrative ailleurs, dans les activités qui se situent en aval par exemple. Il est donc nécessaire de refuser l'indemnisation d'une part et d'autre part d'élargir la nationalisation aux holdings financiers et à toutes leurs activités hors sidérurgie. C'est ce que nous appelons « nationalisation large ».

Malgré les risques que nous venons d'évoquer, nous ne saurions refuser le mot d'ordre de nationalisation de la sidérurgie. Nous allons dans ce sens, mais en précisant la signification, les limites, voire les insuffisances de ce mot d'ordre. En tant que tel, il ne reste qu'un constat juridique. Mais il n'est pas une solu-

tion miracle pour résoudre les problèmes que rencontrent aujourd'hui les travailleurs de la sidérurgie.

Ce qui intéresse les travailleurs concerne moins le transfert de propriété à l'Etat que le contenu d'une nationalisation par rapport à leurs revendications, leurs aspirations. La sidérurgie sortira-t-elle de la crise immédiatement ou à plus long terme ? Empêchera-t-on les licenciements aujourd'hui programmés ? Continuera-t-on à concevoir loin des travailleurs des outils de production, tel le haut fourneau 4 de Dunkerque qui tue les ouvriers ? Relancera-t-on, comme à Fos, une implantation d'usines, avec tout ce que cela suppose de gigantisme, d'absence de lien avec l'arrière-pays, de pollution et de gaspillage ? Exigera-t-on encore le travail posté qui use prématurément ?

Voilà les vraies questions aux-



quelles il faut répondre. Quels sont les moyens politiques ? Il faudra permettre aux travailleurs d'exercer leur contrôle puis leur pouvoir collectif sur la production, l'organisation du travail et l'outil productif. Des mesures allant dans ce sens viseront à éviter que la nationalisation soit une simple question de pouvoir d'une élite dirigeante à une autre, ou une simple transformation de la première.

Quels sont les moyens économiques ? Il faut sortir effectivement de l'éternelle contrainte évoquée par les patrons de la compétitivité internationale, de la concurrence, bref de la loi du profit. Est-il possible d'améliorer le sort des producteurs, les conditions et l'organisation du travail, de sortir de la crise en restant soumis aux lois du marché ?

Les solutions pour répondre à ces questions devraient être l'objet du débat qui s'engage. ■



## rompre avec le marché capitaliste

Les propositions sur la sidérurgie du PC et du PS, celles déjà contenues dans le Programme commun, celles exprimées plus récemment, sont claires au moins sur un point : on respectera la loi du marché pendant une période assez longue, au moins sous la législature, c'est-à-dire cinq ans. Ceci a été nettement affirmé par les économistes du PS, lors du forum de l'expansion, fin 1976. Le PC, pour sa part, n'a pas démenti.

Les propositions du PS de prise de participation majoritaire dans la sidérurgie deviennent cohérentes avec une telle perspective politique. Une interrogation surgit immédiatement : de quelle marge disposera un gouvernement de gauche pour sortir la sidérurgie de la crise, sans faire payer l'intégralité de la note aux travailleurs ? Celle de la compétitivité internationale demeure très réduite. L'accentuation actuelle de la concurrence internationale, son caractère sauvage conduit à un alignement sur les

conditions les plus défavorables (productivisme, insécurité, bas salaires, etc.).

## utiliser l'endettement ?

Cette contrainte explique que les partis du Programme commun mettent essentiellement l'accent sur les scandaleuses modalités de financement antérieures. Il ne s'agit, certes pas, d'une mince affaire : l'ampleur de l'endettement de la sidérurgie

explique une partie des difficultés actuelles et sa faible compétitivité. Considérons, par exemple, la Solmer, la dernière née des grandes manœuvres : les frais financiers (compte non tenu donc des remboursements, qui n'ont pas encore débuté !) représentent 21,4 % du prix de revient de la tonne d'acier, bien plus que les frais de personnel (16,6 %) ! Donc on paie à Solmer un peu plus de 6 500 salariés directs, mais les modalités (pourtant avantageuses) du financement ont été telles qu'il faut payer l'équivalent de 10 000 travailleurs Solmer au titre de frais financiers : pourquoi ne licencierait-on pas les dettes avant de licencier les travailleurs ?

Les partis du Programme commun semblent penser, eux, que l'Etat devenant propriétaire, cela fera autant de frais financiers et de remboursements en moins à la charge de la sidérurgie. Oui, certes, mais les prêts du FDEJ étaient déjà si avantageux et les remboursements si étalés dans le temps que cela ne conduira pas bien loin. Un moratoire, la garantie de l'Etat pour consolider la dette ? Oui bien sûr, mais n'est-ce pas là précisément la politique menée depuis longtemps par les maîtres de forges pour financer leurs installations ?

### ... et la réponse aux revendications ?

Construire une réponse à partir des revendications des travailleurs implique donc d'aller plus loin que ne le font actuellement les partis du Programme commun. Il est en particulier démagogique de laisser entendre qu'on peut satisfaire durablement les revendications, améliorer durablement les conditions de travail et la sécurité, rendre la vie à des régions comme la Lorraine, sans rompre avec le marché international.

L'exemple du haut-fourneau 4 à Usinor Dunkerque, celui des réducteurs de l'aciérie, l'expérience quotidienne du travail posté montrent l'antagonisme concret entre la loi du profit et de nouvelles conditions de travail. Il montre aussi la nécessité de structures permettant aux travailleurs de résoudre les problèmes qu'ils rencontrent à leur niveau. Ceci ne remet pas en cause le mode d'exécution des tâches uniquement, mais aussi la conception même de l'outil de production.

La fédération CFDT de la métallurgie a entrepris un travail de réflexion allant dans ce sens. Cela l'a amenée à définir des structures de base comme les « groupes homogènes de production » (aciérie, laminoir, haut-fourneau, etc.) au niveau desquelles bien des exigences des travailleurs, du manœuvre à l'ingénieur, peuvent être formulées plus concrètement que par le mode de rassemblement actuel que sont les collèges électoraux actuels.

C'est un premier pas vers une conception de pouvoir des travailleurs différente de la gestion tripartite traditionnelle des sociétés nationalisées. Il faut cependant comprendre que le rôle du marché international peut modeler ces structures. Le fait d'être soumis au marché capitaliste peut les amener à « autogérer » la crise et les licenciements, l'insécurité, le travail posté, etc., au lieu de les subir comme à l'heure actuelle. Variante du « retrouvons nos manches », les compétitivités de la sidérurgie nationale serait mise en avant.

Or il ne saurait y avoir de pouvoir effectif des travailleurs sans remise en cause des rapports internationaux.

Cela signifie que les rapports entre la sidérurgie française et les marchés internationaux ne sauraient rester

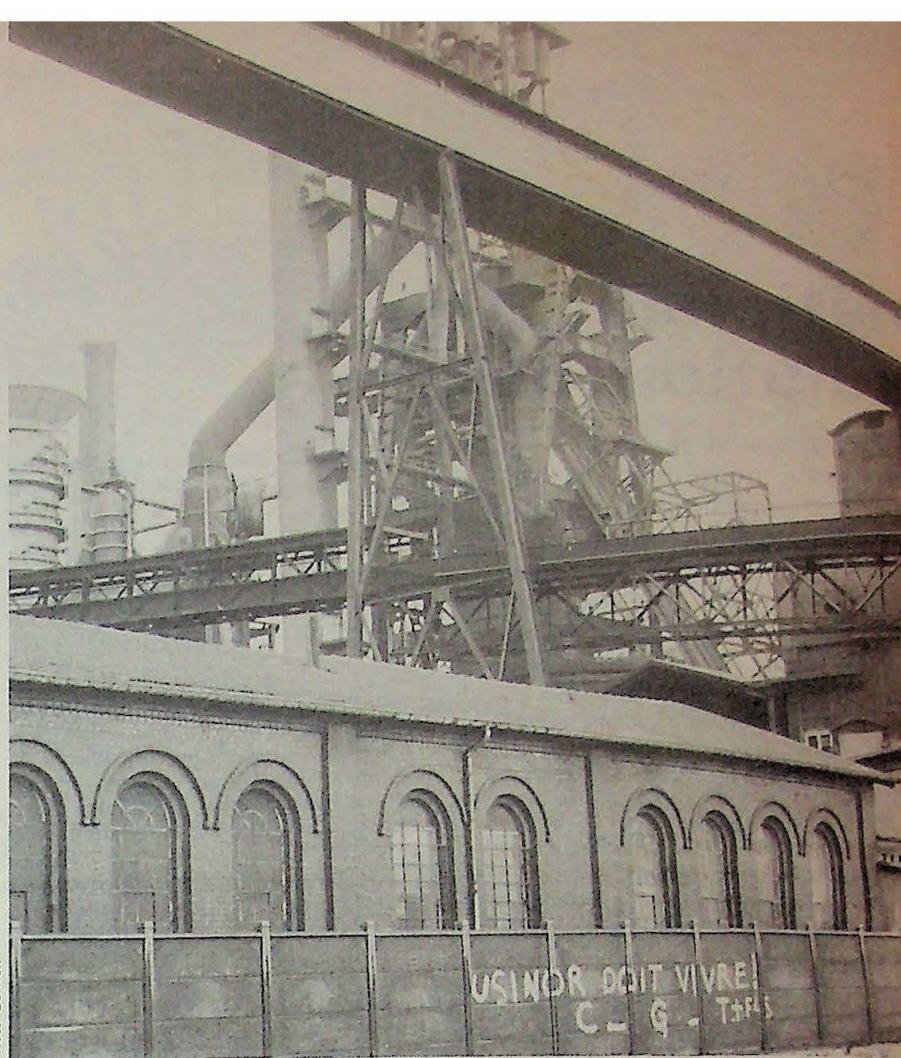


Photo Gornek

« libres », de même que les utilisateurs de produits sidérurgiques français ne sauraient s'approvisionner librement à l'étranger. Des accords régleraient ces échanges, ce qui implique un contrôle, et non des rapports concurrentiels. Mais qu'est-ce qui réglerait alors la production de la sidérurgie, les investissements, la rémunération des travailleurs, etc ? Ce ne serait plus « le marché » mais une planification des besoins, des investissements.

En réalité c'est le problème de l'alternative politique qui est posée. Celle que nous ouvrons ici à partir des interrogations et des aspirations des travailleurs de la sidérurgie, des régions menacées, n'est pas celle du Programme commun ancien ou rénové. Il faut bien le constater si l'on ne veut être ni démagogue, ni malhonnête. Mais parce que cette alternative implique à un moment ou à un autre une rupture avec le fonctionne-

ment capitaliste de l'économie, elle suppose une compréhension politique de la situation, de son évolution, du rapport de forces : il faut savoir jusqu'où et à quel moment aller trop loin...

Voilà pourquoi les mots d'ordre aujourd'hui dans la sidérurgie et dans les régions menacées, doivent être précis : aucun licenciement, aucune suppression d'emploi, dans l'état actuel des choses sans création d'un nombre d'emplois au moins équivalent, de même qualification et même rémunération, avec programme de formation et de reconversion correspondant ; instauration d'une 5<sup>e</sup> équipe, première étape vers la suppression des feux continus et du travail en trois postes ; nationalisation large sous le contrôle des travailleurs, sans indemnisation avec mise en place de structures démocratiques de base ; suppression des rapports de concurrence « libre ».

### LIBRAIRIE LISTE N° 10

- **Contre vents et marées**, Y. Craipeau  
Les révolutionnaires pendant la Seconde Guerre mondiale Savelli. 40,00 F
- **Seule une écologie socialiste**. R. Dumont, Robert Laffont 40,00 F
- **L'Europe truquée** ; Claude Bourdet Seghers 32,00 F
- **L'Éducation populaire ou la vraie révolution** ; J. Laurain  
ADELS 30,00 F
- **Les luttes de classes en URSS** ; Charles Bettelheim,  
● T.1 1917/1923 48,00 F  
● T.2 1923/1930 65,00 F  
Seuil/Maspero
- **Ho Chi Minh** ; Jean Lacouture, Seuil 15,00 F
- **A qui appartient Paris ?** Claude Bourdet, Main basse sur la ville, Seuil 32,00 F
- **Le Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes** ; J.F. Guilhaudis, Presses universitaires de Grenoble 35,00 F
- **Cent ans de guerre du vin** ; Jaume Bardissa, Téma-Action 30,00 F
- **Le Socialisme en Espagne** ; P. Guidoni et F. Gonzalez Téma-Action 30,00 F
- **La Transition socialiste** ; S.C. Kolm, Le Cerf 42,00 F
- **Les Contradictions de la propriété sociale dans le système socialiste** ; E. Kardelj, Anthropos 30,00 F
- **Autogestion et Socialisme** — n° 37/38  
1966/1976 Traces. Contradictions. Projets Anthropos 32,00 F

Pour tout achat de 100 F minimum  
Remise 10 % — Expédition franco.

Adresser commande accompagnée du règlement à  
EDITIONS SYROS 9, rue Borromée 75015 PARIS  
CCP 19 706 28 Paris

### Stage AUDIO-VISUEL aux Guions

Date : du jeudi 14 juillet au soir  
au samedi 23 juillet au matin.

But : Donner la possibilité de pouvoir communiquer, s'exprimer grâce à une image et des sons, luttes, etc.

Animation : Une spécialiste = Odile.

Programme prévu :

Jeudi soir : projection d'un montage.

Vendredi : présentation du stage, principes de montage, écriture d'un scénario.

Samedi : prise de vue, prise de son.

Ensuite : développement, mise en ordre, synchronisation, projection, bilan.

Vendredi : projection — Bilan.

Nombre : 15 à 20 personnes.

Prix : 50 F en plus du montant du séjour (c'est pas cher !).

Prière d'apporter : — des diapos si tu en as  
— appareil(s) photo  
— des montages (même mauvais)  
— du matériel (lecteur de cassettes, cassettes, bandes magnétiques, films, etc...).

Bulletin d'inscription au stage Audio-Visuel  
du 14 au 23 juillet 1977 aux GUIONS à retourner à ADC Maison des  
Sociétés 69500 BRON

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Je pense apporter :

Ci-joint 50 F

A \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Signature

# les exclus de l'intérieur

## Barre expulse

Il existe des lois, notamment la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1972, qui interdisent de prendre en considération l'origine raciale pour justifier un licenciement. Le 23 février, l'ex-secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés avait déclaré : « Il n'est pas question de renvoyer les immigrés dans leur pays. Nous veillerons à assurer leur reclassement en cas de suppression d'emplois, ainsi qu'à les faire bénéficier du même droit et de la même protection que les Français. » Pourtant Barre et les patrons préparent le départ forcé de centaines de milliers de travailleurs immigrés. Les moyens employés : suppression des aides à l'investissement si cela conduit à l'embauche d'immigrés, prime de 10 000 F pour tout immigré qui accepte de regagner son pays.

Ainsi, une nouvelle fois, l'Etat cherche le bouc émissaire du côté de l'étranger, du travailleur immigré. En période de difficultés, la bourgeoisie a traditionnellement recours à ce genre de procédé. Une vaste campagne nationale s'impose si l'on veut ne pas être les complices involontaires d'une politique réactionnaire qui, de surcroît, encourage le racisme, renforce le vieux préjugé selon lequel « ils viennent manger le pain des Français ». Il faut rappeler que les travailleurs immigrés sont indispensables à la marche de l'économie, que leur départ provoquerait la récession dans des secteurs moteurs de l'activité (automobile, bâtiment...), la paralysie de secteurs socialement indispensables (nettoyement). Sans oublier, bien sûr, que dans une société socialiste autogérée, ce type de division des tâches ne saurait être acceptée et que la solidarité avec les pays en voie

de développement prendrait une forme différente.

### articuler action syndicale et organisations autonomes des immigrés

Articuler au mouvement syndical les formes d'organisations autonomes que se donnent les travailleurs immigrés en luttant : n'est-ce pas là une des conditions de l'unité Français-immigrés ? Pourtant, à la CGT, et à la CFDT quoiqu'à un degré moindre, on se méfie de la revendication d'autonomie. Motif invoqué : les « provocations ». Les deux confédérations s'en tiennent à la simple syndicalisation des immigrés. La IV<sup>e</sup> conférence CGT d'avril 1976, la III<sup>e</sup>



Photo Adja

rencontre CFDT des 16 et 17 avril 1977 ont réaffirmé cette priorité.

On peut mesurer aujourd'hui les conséquences de cette attitude en ce qui concerne la lutte menée sur les foyers SONACOTRA. CGT, CFDT — auxquelles s'est joint FO — négocient directement avec la direction de la SONACOTRA, alors que les résidents grévistes se sont donnés depuis deux ans des structures tant dans les foyers qu'au niveau central. Les erreurs qui ont pu être commises par le Comité de coordination du fait d'interventions sectaires de militants ou groupes « maoïstes », ne réduisent en rien sa représentativité. Le PSU ne peut que regretter une initiative syndicale qui divise les résidents sur les moyens de mener leur combat contre une direction de la SONACOTRA, n'hésitant pas à innover en matière d'intimidation, expulsions de délégues, demandes de saisies-arrêts, sur-

veillance des entrées et sorties dans les foyers...).

A cela, on peut ajouter que l'enca-drement policier, raciste, de l'immigration se précise sur le plan direct-ement politique par les interdictions, les menaces, les avertissements dont sont accablées les organisations d'étrangers. Après l'interdiction des communistes africains (OCA), les Marocains de l'AMF sont à leur tour menacés.

A la politique globale d'expulsion de fait des immigrés menée par le gouvernement Giscard-Barre, pourquoi ne pas opposer une riposte à la hauteur de l'attaque ? La gauche autogestionnaire et révolutionnaire apporte une réponse morcelée. La gauche traditionnelle limite ses interventions à des communiqués de protestations sans lendemain. On le voit : on est loin du compte.

Michel CAMOUS ■

## la peau des Arabes pour pas cher

Georges Séguy a, lors de sa visite à Alger, dénoncé le racisme anti-algérien en France. M. Dijoud s'en est indigné, jugeant inqualifiables les propos de M. Séguy. Inqualifiables ? Voire. Le dossier des attentats impunis contre les Maghrébins paraît accablant.

Un seul exemple : les affaires de racisme en Haute-Savoie. Et notamment l'affaire de Bonneville jugée le 25 mars dernier, par le tribunal correctionnel, deux semaines après l'audience du 11 mars. Les inculpés ? Trois personnages poursuivis pour avoir, en mai 1976, attaqué et grièvement blessé un Français et deux Tunisiens dont l'un est devenu presque aveugle.

### trois ans de prison pour un camion...

Le déroulement de l'audience du 11 mars en dit long. Lorsque l'affaire des

agresseurs est appelée, les prévenus ne sont pas là : ils ont été laissés en liberté ! On leur laisse le temps d'arriver et l'on traite l'affaire suivante, celle de deux petits ferrailleurs, accusés d'avoir volé un camion chargé de laiton — qu'on a retrouvé le soir même. Ils ont déjà fait trois mois de détention préventive. Ils écopent en outre de trois ans de prison ferme et 3 500 F de dommages et intérêts.

Deux des agresseurs attendus arrivent enfin. Le troisième inculpé, Yvon Coët, n'apparaît même pas. Ils reconnaissent avoir agressé le Français Dupont « parce qu'ils l'avaient pris pour un Arabe » ; ce qui permettra à leur défenseur, M<sup>e</sup> Bouvard, de plaider le racisme... comme circons-

tance atténuante ! A la fin de l'audience, ils repartent libres, en proférant des menaces contre les deux Tunisiens.

### ...six mois pour un Arabe

Le jugement du 25 mars n'est pas moins significatif. Les trois lascars sont condamnés à 6 mois de prison chacun — qui avec quatre, qui avec cinq mois de sursis. Ils devront d'autre part verser 33 100 F verser à la Sécurité sociale, 2 000 F à Hassounna Hamaïssia, 5 000 F à Dupont et 6 000 F à Amor Amri, le Tunisien devenu presque aveugle.

Les autres membres de la bande des agresseurs (ils étaient six n'auront même pas été inquiétés. L'un, Farceto, après s'être enfui à l'étranger, a bénéficié d'un non-lieu. Pourquoi ?

Comme quoi, pour la « Justice » de

la Haute-Savoie, il est moins grave de tenter de tuer un Arabe que d'emprunter un camion de ferraille.

Et pourtant les victimes ont eu de la chance ! Les autres affaires d'agression contre les Maghrébins en Haute-Savoie sont en général classées sans suite, ou se terminent par des non-lieux. Il est vrai qu'ici il y avait une victime française, M. Dupont. Et ce M. Dupont est un séminariste de Mgr Lefebvre qui a alerté la Société des droits de l'homme à Genève pour qu'elle prenne son affaire en main. Voilà pourquoi l'affaire a eu une suite judiciaire.

En sera-t-il de même pour les autres faits racistes qui ont eu lieu depuis, à Cluses, à Scionzier, à la Roche-sur-Foron, à Annecy, à Chambéry (où 17 agressions racistes ont été recensées en deux ans) ?

Correspondance ■

# entre nous pour vous

## à la DPN des 23 et 24 avril

TS, n° 739, a publié la semaine dernière l'essentiel des résolutions adoptées à la Direction politique nationale du PSU des 23 et 24 avril. Elle publie, cette semaine, les résolutions présentées et non-prises en considération à cette DPN.

### résolution de 15 élus DPN du courant B (1) sur l'ordre du jour

Notre tendance demande à la DPN d'entamer le redressement immédiat de l'orientation du Parti. Le PSU est en train de s'inscrire dans la stratégie réformiste de l'Union de la gauche, il est en passe d'être satellisé par elle. La DPN doit convoquer un Conseil National extraordinaire et lui proposer une remise en cause de la politique adoptée par le Congrès de Strasbourg.

En effet, les élections municipales ont infirmé totalement le pronostic sur lequel était fondée cette politique. Les travailleurs qui dans leur grande majorité votent pour les partis de l'Union de la gauche pour amener à un changement de cap politique, sont loin d'accorder une totale confiance à ces partis. Bien plus, il s'est dégagé dans ces élections un large courant refusant l'électorisme de l'Union de la Gauche. La politisation résultant de la compétition électorale n'a pas conduit au renforcement d'un bloc social et politique autour du Programme commun. Elle a, au contraire, fait apparaître qu'avant même l'instauration d'un gouvernement d'Union de la gauche, une large fraction de ceux qui le souhaitent aujourd'hui sait qu'il faudra aller plus loin que ce gouvernement, et se préparer en conséquence. C'est ce courant que le PSU doit exprimer.

Il est donc indispensable que notre parti construise une alternative politique et organisationnelle au réformisme, si du moins il confirme ses options révolutionnaires et autogestionnaires. Cela signifie qu'il lui faut dès à présent animer et développer les luttes mettant objectivement en cause la V<sup>e</sup> République et le système bourgeois. Il faut abandonner les illusions possibilistes de Joinville et de Strasbourg. Il faut refuser dans les actes et les écrits la stratégie du Programme commun. Il faut repousser la réponse de Mousel aux propositions de Marchais sur la renégociation du programme commun, avec pour objectif préalablement affirmé de rechercher les actions unies pouvant contribuer à pousser Giscard à la démission. Par contre, accepter d'engager un débat sur le « programme » c'est déjà pour le PSU reconnaître comme nécessaire la *stratégie* du Programme commun.

Le PSU dans la dernière période s'est refusé à rassembler les forces

politiques nécessaires à une orientation révolutionnaire. S'il engage aujourd'hui le débat sur le programme avec le PC et le PS, le PSU ne pourra pas refuser un accord. Cet accord peut parler d'autogestion, de contrôle, il peut reconnaître l'autonomie du PSU, mais il se placera nécessairement dans le cadre de la stratégie réformiste.

La réactualisation du Programme commun à un sens précis : accentuer

le caractère de collaboration de classe de ce programme et de sa stratégie. Ceci se manifeste par :

- discussion sur la « petite phrase » du programme commun laissant aux travailleurs un certain degré d'initiative pour les nationalisations ;
- déclarations de Deferre sur les licenciements indispensables ;
- déclarations de Marchais aux patrons ;
- déclarations multiples pour une « austérité de gauche » ;
- intégration de la force bourgeoise des « gaullistes d'opposition ».

Accepter ne serait-ce que de discuter (mais Mousel parle de la nécessité d'aboutir à des accords) c'est pour le PSU, de donner son aval à l'ensemble de la stratégie réformiste. C'est, pour le parti, une pure et simple capitulation. C'est avec cette orientation que le parti doit rompre.

Le redressement du parti doit s'accomplir sans délai sous peine d'être ensuite très aléatoire. En l'absence, le PSU va devenir en effet le parti des 940 conseillers municipaux. Pour répondre aux besoins de la Fédération des élus autogestionnaires, il va falloir que le PSU mobilise ses militants encore disponible des sections à la DPN. Il va falloir répondre aux problèmes techniques, financiers, politiques que vont poser ces élus. Si les militants intervenant dans les

luttes des entreprises, de la ville et de la campagne ne sont pas immédiatement mobilisés sur des axes de luttes anti-capitalistes, il se trouveront en porte à faux, désorientés et prendront leurs distances avec le PSU. Au contraire, sans redressement fondamental, de nouveaux adhérents partageant l'illusion institutionnelle de la majorité viendront renforcer dans le PSU les tendances opportunistes. Le localisme et le possibilisme qui déjà fleurissent deviendront les traits essentiels du PSU.

Nous appelons donc le Parti et la DPN à réagir sans attendre. En conséquence, nous proposons à la DPN d'adopter l'ordre du jour suivant : convocation d'un Conseil national extraordinaire ; condamnation de toute tentative de participer à l'actuation du Programme commun de l'UG ; initiatives pour engager dès maintenant le redressement de l'orientation du parti. ■

(1) Jacqueline ALLEE, Henri BENOITS, Nicolas BULTOT, De FORNEL, Claude FELDMAN, FERNIERES, Michel FIANT, Jean GROBLA, Maguy GUILLIEN, Dominique GHISONI, J.M. KORINMAN, Claude KOWAL, Gilbert MARQUIS, Maurice NAJMAN, Colette PORTMAN.

### résolution politique de 9 élus DPN du courant C (1)

Les élections municipales ouvrent une période politique nouvelle. L'échec des forces réactionnaires et conservatrices traduit un changement profond de la réalité sociale de notre pays, dont nous avons commencé à analyser les effets dès le départ de Rocard. Il s'avère que notre diagnostic se vérifie. Apparemment, la France est divisée en deux blocs, mais aucun commentateur ne s'y est trompé, et tous ont cherché à tirer de ces élections un enseignement sur les rapports de force à l'intérieur des deux camps.

Les votes écologistes manifestent une aspiration à changer la vie, à contrôler les conditions de la vie quotidienne, un — relatif — désintérêt à l'égard des jeux politiques des partis traditionnels de la gauche, une défiance en leur capacité de changer l'essentiel. Les votes pour les listes révolutionnaires manifestent une volonté, surtout dans les quartiers populaires, d'un changement réel de la société et du pouvoir, une défiance à l'égard des compromissions de l'Union de la gauche, forte dans certaines circonstances locales (comme à Nancy, contre une liste menée par un SFIO particulièrement marqué). Les votes autogestionnaires répondent à ces sensibilités. Il ne s'agit donc pas, dans l'ensemble, d'un vote politique homogène mais d'une volonté d'un changement réel, d'une volonté de contrôle, d'une attitude cri-

tique à l'égard des partis traditionnels.

Malgré la bipolarisation, ce courant s'est affirmé dans toutes les régions avec une force inattendue : 9 % à Rennes, 11 % à Grenoble, 12 % à Orléans, Lille ou Lyon, 13 % à Paris...

L'écartement de Chirac du gouvernement permet d'accélérer le processus de restructuration du capitalisme : c'est le but du plan Barre qui, malgré l'échec électoral des giscardiens, se poursuit dans ses aspects techniques. Il obtient des résultats positifs quant à la balance des paiements et l'augmentation des profits des grandes entreprises au détriment de l'ensemble des travailleurs.

Les multinationales n'ont pas abandonné tout espoir d'obtenir un compromis avec l'Union de la gauche, par une entente avec le PS. Les couches dont les intérêts sont représentés par ce parti verraient leur pouvoir de décision augmenter par un affaiblissement de la bourgeoisie nationale dans le cadre d'un capitalisme technocratique. L'intention de Mitterrand de faire du PS un parti de gouvernement, montre que l'éventualité de ce compromis reste possible et se traduirait par un gouvernement d'Union de la gauche avec Mitterrand premier Ministre tout en conservant Giscard comme président de la République.

Dans cette conjoncture difficile, le PC se trouve « gêné aux entournures »

dans une Union de la gauche dont les rênes lui échappent de plus en plus. A travers ses propositions de débat, il cherche à renforcer son poids face au PS en trouvant des alliés dans le mouvement révéillé à l'occasion des élections municipales.

Si, bien entendu, il n'est pas question pour le PSU de participer à une réactualisation du Programme commun dont il n'a cessé de montrer le contenu non autogestionnaire, il n'est pas non plus question pour lui de servir de relais à une manœuvre du PC. En effet, toute discussion de ce type empêcherait notre parti de servir de pôle à ce mouvement de type autogestionnaire, certes hétérogène et ambigu, mais dont il est aujourd'hui la seule expression politique structurée ; d'autant que l'expression syndicale de ce même mouvement se retrouve en majeure partie à la CFDT qui, elle aussi, tient à préserver sa totale autonomie.

#### la minorité de droite

Elle est clairement divisée. Les chiraquiens poussent à l'affrontement avec la « coalition socialo-communiste » et cherchent ainsi à rassembler un électoral le plus large possible autour de la défense d'une soi-disant société libérale. En fait, sous les apparences d'un dynamisme offensif, ils cachent les intérêts de la couche de la bourgeoisie nationale la plus

réactionnaire qui voudrait maintenir, à l'abri d'un Etat fort, l'ensemble de ces privilèges.

Les giscardiens, beaucoup plus flous, sont les vaincus de la confrontation électorale. Leur échec est manifeste. Mais toutes les forces sociales qui soutiennent le président de la République s'appuient sur une puissance économique considérable, celle du capitalisme moderniste, soutenu par les multinationales américaines. Leur tactique était de se débarrasser de la bourgeoisie conservatrice qui gêne le redéploiement industriel, elles n'y sont pas parvenues.

### la majorité de gauche

Elle s'est présentée comme une union solide, qui s'explique par la puissance des couches nouvelles, qui entraînent derrière elle un large courant d'opinion. Effectivement, le PS accentue sa poussée et il faut remarquer que lorsque l'entente n'a pas pu se réaliser, ce parti s'est souvent lancé seul dans des primaires face à un PC qui, au contraire, s'est efforcé de rassembler autour de lui tous les partis, groupes ou individus représentatifs d'une politique d'union du peuple de France. Les deux tactiques montrent la force du PS et le combat ambigu du PC qui s'est attaché à éviter un compte précis de son audience réelle.

Si l'électorat de chacun recouvre l'ensemble des couches de la population, le PS représente les intérêts des salariés les mieux placés dans le processus de production, tandis que le PC s'est transformé en un parti qui ne défend plus que sa propre organisation et s'éloigne de sa base sociale historique, les ouvriers qualifiés. La réactualisation du Programme commun, recherchée par deux forces sociales ne représentant pas prioritairement les intérêts des classes exploitées, n'est qu'un compromis témoignant d'un nouvel équilibre entre la couche économiquement avancée et les bureaucraties politiques qu'elles soient de type ancien (PC) ou récent (PS).

### le mouvement autogestionnaire

La grande surprise des élections municipales consiste dans les bons résultats des listes écologistes, des listes d'extrême gauche et des listes autonomes du PSU. Les résultats des listes autonomes ne manifestent pas l'adhésion à un programme précis. Celui des écologistes était souvent ambigu. Les électeurs qui ont voté pour les listes « le pouvoir aux travailleurs » n'ont pas pour autant adhéré à ce programme. Il en va de même le plus souvent pour les listes autoges-



tionnaires. Il ne s'agit pas de l'émergence d'un courant politique homogène. Mais tous ces résultats témoignent d'une aspiration concordante.

Certes, nous ne nions pas le côté positif de certaines dispositions du Programme commun. Mais nous pensons que seule une poussée autogestionnaire pourra renverser le système en place. Pour créer la dynamique suffisante, les erreurs de l'extrême gauche depuis 1968 devront être évitées et notamment le centralisme démocratique abandonné, car il n'est rien d'autre que l'écrasement des minorités en dehors des périodes de congrès et conduit de ce fait à la groupuscularisation de tous les courants de pensée.

Le PSU affirme clairement que sa tâche prioritaire actuelle est de

concourir au rassemblement des autogestionnaires qui est alternatif au projet gouvernemental de l'Union de la gauche. Mais les travailleurs n'adhéreront au mouvement à construire que s'il garantit la primauté des intérêts des couches exploitées par un fonctionnement interne qui devra comporter une prise de décision au niveau de ceux qui auront à l'appliquer et, surtout, une autonomie relative de tous les exploités : paysans prolétarisés, ouvriers, employés, femmes, jeunes, immigrés, minorités nationales...

(1) CARRE, CUNY, FONTAINE, GUILLET, MALHERBE, NICOD, ROY, SERVANT, WARGNY.

## résolution politique des camarades Bouyol, Craipeau, Nègre et Sparfel

- Les résultats des listes anticapitalistes autonomes aux élections municipales montrent qu'il existe potentiellement dans tout le pays un courant important, critique à l'égard de l'Union de la gauche, qui aspire à un changement réel de la société et du pouvoir et qui cherche sa voie dans le sens de la démocratie directe. C'est bien au-delà des espérances du PSU, la vérification de l'analyse sur laquelle se fonde la politique du regroupement autogestionnaire définie par son congrès de Strasbourg. En effet, seuls le programme et la pratique autogestionnaire peuvent permettre le regroupement dans l'action dans ce courant, encore confus et hétérogène. Seuls ils peuvent permettre, à terme, l'émergence d'une force politique cohérente à la gauche du Programme commun, capable d'intervenir dans les luttes ouvrières et populaires de demain et d'en constituer l'intellectuel collectif. Sans un tel pôle révolutionnaire, la crise politique débouchera au mieux sur une gestion social-démocrate à la portugaise, au pire, sur une défaite sanglante à la chilienne.
- Le PSU considère comme l'axe prioritaire de son action le regroupement autogestionnaire : la multiplication des expériences de travail en commun diversifiées selon les conditions locales ; l'expression du courant autogestionnaire et écologiste dans TS ; l'échange des opinions ; le débat établi à tous les niveaux (local, régio-

nal et national) ; la préparation des états-généraux, organisés en commun pour faire avancer la convergence politique des autogestionnaires. Le bureau national du PSU utilisera systématiquement ses interventions publiques pour appuyer cette politique.

- Cette action pour le regroupement des autogestionnaires s'inscrit dans la politique d'alliance avec les partis du Programme commun contre la droite et la bourgeoisie. Mais elle serait évidemment contradictoire avec la signature du Programme commun ou une participation à son retoilettage. Notre divergence avec ce programme ne tient pas au détail des mesures qu'il envisage — et dont certaines peuvent être favorables aux travailleurs... Elle tient au fait qu'il s'agit d'un programme de gestion gouvernementale dans le cadre de la société capitaliste, de sa crise et même de ses institutions. Il serait illusoire d'espérer une greffe autogestionnaire sur un programme dont la logique est à l'opposé de la stratégie pour le contrôle, l'autogestion et la rupture anticapitaliste. Il est donc exclu que le PSU s'intègre à une discussion d'amendements au Programme commun. Il déclare publiquement que les positions défendues par le camarade Fay dans TS ne correspondent en rien aux positions du parti.
- Le PSU propose une discussion publique commune entre les partis du Programme commun (ou ceux qui accepteront cette discussion) et des

mouvements autogestionnaires ou écologistes qui n'entendent pas signer le Programme commun. Ces discussions pourraient porter essentiellement sur l'intervention des travailleurs et des masses populaires.

Par exemple :

- pour empêcher le sabotage par Giscard de l'action d'un gouvernement de gauche et pour imposer son départ ;
- pour permettre aux travailleurs de proposer la nationalisation de leurs entreprises et de l'effectuer sous leur contrôle ;
- pour permettre ou faciliter la participation de la population aux décisions dans les villes et les quartiers.

- Au cours de ces discussions, le parti appellera ses positions, notamment...

- pour des nationalisations sans indemnité des gros actionnaires ;
- pour des droits de décision nouveaux pour les travailleurs sur la politique d'investissement, la nature de la production et les conditions de travail ;
- pour le rejet de la politique nucléaire, militaire et civile ;
- pour la remise en cause du type de croissance ;
- pour la connaissance du caractère multinational de l'Etat français ;
- pour la refonte des institutions et une nouvelle Constitution.

Ces positions ne peuvent faire l'objet d'un compromis.

### PRECISIONS

Mis en cause nommément dans un texte minoritaire, rejeté par la DPN, et pour finir avec un procès d'intention injustifié, je tiens à déclarer :

- Partisan résolu de la démocratie conseilliste et de l'autogestion socialiste, je n'ai jamais préconisé, conseillé ni même suggéré, l'adhésion du PSU au Programme commun du gouvernement qui a pour objet l'aménagement de la démocratie bourgeoise.

- J'ai proposé que le PSU prenne l'initiative des pourparlers, aussi ouverts que possible, entre les partis signataires du Programme commun et les organisations ouvrières qui ne l'ont pas signé.

- J'ai proposé également, avant que ne soient connues les offres du PCF, de commencer ces pourparlers par la discussion publique sur le contenu du Programme commun avec ses signataires, afin de faire connaître, à cette occasion, les revendications et les projets de réformes de structure du PSU. Ce stade de négociation s'est avéré dépassé.

- Si des pourparlers s'engageaient entre signataires et non signataires du Programme commun, une interaction s'établirait, qu'on le veuille ou non, entre « l'actualisation » de ce programme et la recherche d'une plateforme commune d'action.

- La proposition d'accorder la priorité absolue à la création d'un regroupement d'autogestionnaire, en remettant à plus tard la réalisation de l'unité populaire, remet en question la stratégie du PSU qui tend à mener de front ces deux tâches complémentaires.

- A mettre trop de verroux à une porte à peine entr'ouverte on risque de la voir se refermer. Un compromis avec les partis de gauche, sur la base d'une plateforme commune d'action, en vue d'insérer le courant autogestionnaire dans le mouvement ouvrier global ne signifie ni une compromission ni une capitulation.

Victor FAY ■

# et pourtant elle tourne...

## le mal italien

de notre envoyé spécial Bernard RAVENEL

« L'impossible » Gigi Giamillo, 20 ans, préparant une école scientifique, délégué du mouvement étudiant de Naples, répond calmement à la question que je lui pose : « Que veulent les étudiants italiens ? » Il paraît lui-même surpris par sa réponse spontanée. Impressionné aussi par l'ampleur du problème posé et la difficulté — l'impossibilité ? — d'y apporter une réponse même partielle.

C'est tout le drame du mouvement étudiant. Ses militants les plus conscients sentent bien la nécessité de le doter d'objectifs intermédiaires sous peine d'un recul profond ou d'une « extrémisation » sans issue, alors que personne ne croit à la possibilité de victoires partielles capables de dynamiser le mouvement.

Double drame en réalité : celui des étudiants, jeunes chômeurs sans perspective ; celui du mouvement ouvrier dans son ensemble, incapable aujourd'hui de donner une perspective unifiante à la lutte étudiante et plus généralement des chômeurs.

Au lieu de ressouder un bloc anticapitaliste capable de disputer victorieusement le pouvoir au bloc social et politique représenté par la Démocratie chrétienne au pouvoir depuis 30 ans, la crise, au contraire, comme résultat tangible la fragmentation des couches victimes de la crise. Chaque groupe social menacé se transforme en groupe de défense d'intérêts plus ou moins « corporatistes ».

### les déchirures du tissu social

Globalement, le bloc des victimes de la crise est fissuré durablement en deux : d'un côté la classe ouvrière protégée, bénéficiant des acquits de ses luttes — garantie par l'échelle mobile de 94 % de son revenu, licenciements collectifs très difficiles ; de l'autre, ceux qui n'ont pas de travail, ceux qui recherchent un premier emploi — les jeunes chômeurs, étudiants ou non, les femmes, les *marginaux* que le développement capitaliste des années 60 a produits et que la crise réduit à la misère et au désespoir. Tous ceux-là ne bénéficient d'aucune protection sociale. Ils frappent à la porte d'une société qui refuse de les entendre.

L'absence de réponse, de soutien — en dernière analyse de perspective politique commune — ne fait que renforcer l'agressivité de « ceux qui ne peuvent plus attendre » comme le disaient les chômeurs de Naples aux ouvriers d'Italside qui, après deux refus, acceptèrent de les entendre.

Voilà donc les raisons profondes du mal italien. C'est au Sud que la situation est la plus tendue, la plus explosive, la plus désarticulée. Naples renferme toutes les contradictions de la société italienne : on n'investit plus dans cette région. Des usines vont

fermer. Le chômage à Naples prend des proportions énormes : 140 000 chômeurs déclarés pour une population de 1 300 000 habitants ; en réalité bien plus.

Aux difficultés des rapports entre ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas, s'ajoute le fait que les chômeurs sont soit inorganisés, soit organisés en comités rivaux : il y a des comités contrôlés par les fascistes du MSI, d'autres liés aux syndicats, d'autres à Lotta. Continua... Sans oublier le Comité des chômeurs diplômés qui ne veut pas se mélanger aux autres ! Cela donne une idée du travail de Pénélope pour recomposer le tissu social déchiré de toutes parts.

### le pari et les impasses du compromis historique

Dans ce contexte la «unte rouge» récemment élue à Naples ne peut guère intervenir avec une efficacité durable. Et l'élection partielle qui vient de se dérouler enregistre un net recul du PCI, une nette avancée de la

DC... Mais où en est le cadre politique dont s'est aujourd'hui dotée l'Italie ?

Le « compromis historique » du PCI entend répondre à une situation politique caractérisée par trente années de monopole de direction démocrate-chrétien. Pour L. Coppola, communiste, directeur du grand quotidien du soir *Paese Sera*, la tactique du « compromis historique » répond à « la nécessité de briser le bloc social et politique que représente la DC pour déplacer les masses catholiques et tout en reconnaissant une autonomie politique à ces masses elles-mêmes. » Certes, le compromis historique n'est pas encore réalisé ; mais, ce qui est acquis, c'est « la liquidation de l'anticommunisme comme béton de ce bloc ».

Bien entendu, une question centrale se pose : oui ou non, la politique de compromis historique — ou à tout le moins la création des conditions politiques pour y parvenir — s'est-elle traduite par une modification des rapports de force en faveur des travailleurs ?

Aujourd'hui, force est de constater que la lente marche du PCI vers la direction de l'Etat se fait au prix de sacrifices unilatéraux subis par les travailleurs : remise en cause de l'échelle mobile, diminution du coût du travail et surtout refus de prendre en charge les problèmes posés par le mouvement des étudiants chômeurs.

En fin de compte, le coût payé par le PCI, c'est la rupture du bloc anticapitaliste et un affaiblissement global de la gauche italienne en tant qu'alternative politique au système en place. Les élections dans une ville proche de Naples — Castellamare di Stabia — constituent à cet égard, avec le recul du pouvoir politique électoral de la gauche, un avertissement sérieux.

Tout se passe comme si, face à la crise économique qui se résout en

termes capitalistes par une restriction de la base productive — et donc des capacités d'emplois et du pouvoir d'achat des masses —, le PCI n'avait pas de remède à proposer.

La situation est d'autant plus inquiétante que, pour résoudre les problèmes de la « deuxième société », le choix du PCI semble s'orienter chaque jour davantage vers une politique de répression et non vers une politique d'« agrégation » de ces jeunes chômeurs à la lutte des travailleurs pour un changement réel de politique économique. Reste aux jeunes : la résignation — qu'espère le PCI — ou le désespoir et la violence qui en découle... Jusqu'où ? et au profit de qui ?

Se situant au niveau du compromis institutionnel, apparemment insensible aux mouvements de fond qui ébranlent les bases mêmes de la société italienne — et dont l'aspect le plus remarquable est l'extraordinaire mouvement féministe qui, par sa « politisation du quotidien », subvertit le mode de vie politique de l'Italie —, le PCI entraîne les travailleurs vers un horizon où toute perspective de changement de pouvoir est exclu.

Face à cette perspective démobilisante la DC, c'est-à-dire la bourgeoisie, crée les conditions d'une contre-offensive victorieuse.

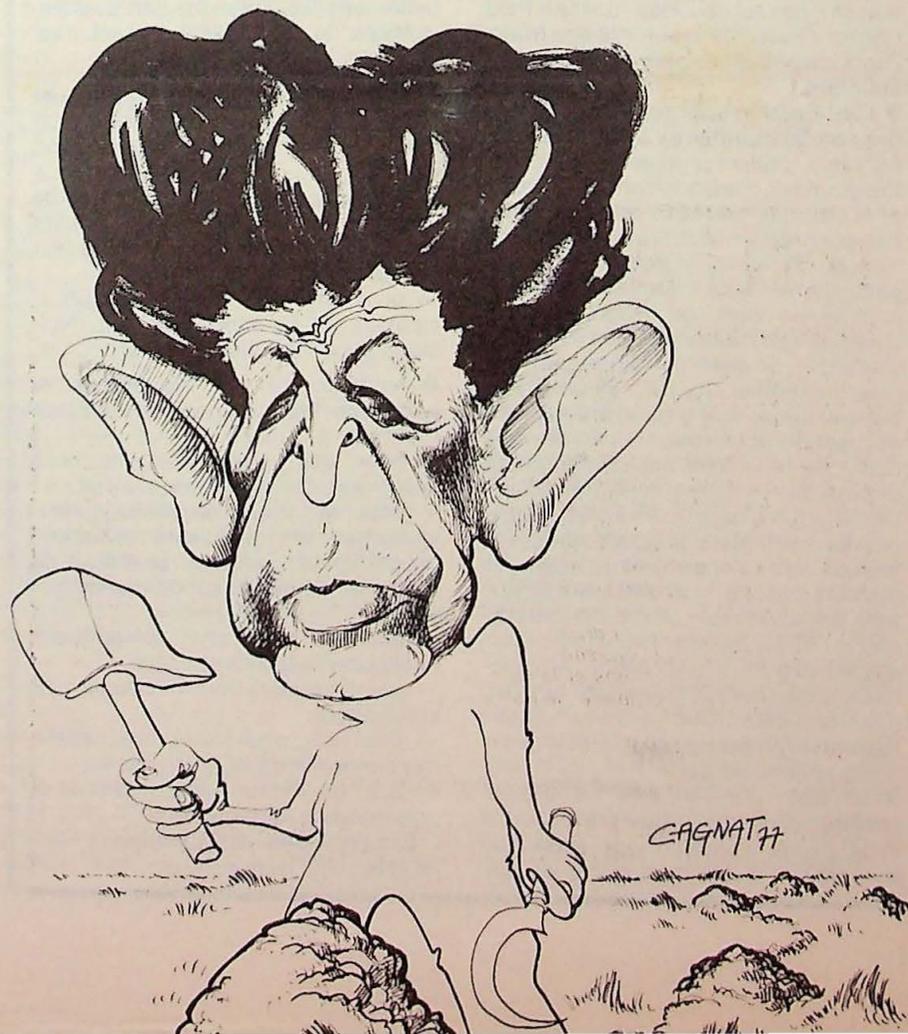
### et l'extrême gauche ?

Le paradoxe c'est qu'à côté d'un mouvement social et idéologique puissant ne se renforce pas un courant politique qui, sur la gauche du PCI, prendrait en charge les besoins nouveaux exprimés. L'extrême gauche organisée — essentiellement le PDUP et Avanguardia Operaia qui se situaient dans une perspective d'unification — s'est recassée en deux, reflétant d'une autre manière le débat qui est loin d'être clos sur les modalités et la conception de la construction d'une force à la gauche du PCI.

Pour la minorité du PDUP et la grande majorité d'AO, il faut reconstituer une opposition de classe cohérente, capable de modifier le rapport des forces à l'intérieur de la gauche ; un préalable : la défaite de l'actuelle ligne du groupe dirigeant du PCI. Pour la majorité du PDUP, qui va fusionner avec une petite minorité d'AO, l'accent est mis sur l'inévitable « collision », à terme, entre PCI et DC ; il faut donc armer le mouvement social anticapitaliste d'un programme de politique économique articulé sur la construction d'instruments de contrôle ouvrier et populaire et sur la transformation des appareils d'Etat. Il s'agit d'éviter de donner la priorité à l'opposition entre « réformisme et maximalisme ».

Ces divergences affaiblissent la crédibilité de l'extrême gauche en révélant son incapacité actuelle à proposer et apporter une solution de rechange. Pendant ce temps, la détérioration rapide du cadre politique continue, la maladie s'aggrave du fait de cette incapacité à construire ce « bloc historique » dont parlait Gramsci, selon des modalités que Berlinguer, désormais, voudrait réviser.

B.R. ■



# Allemagne fédérale : un vent de contestation

L'atmosphère semble commencer à changer en RFA. Le sentiment de conformisme général qui dominait se détériore parallèlement à la perte de confiance progressive d'un nombre croissant de citoyens à l'égard du gouvernement social-démocrate. Un ministre a failli en faire les frais : Maihofer. Officiellement ministre de l'Intérieur du gouvernement Schmidt, il est plutôt le ministre de l'illégalité.

Il faut dire qu'il a été au centre de plusieurs « affaires » qui ont défrayé la chronique ces derniers mois. Exemple : l'affaire Traube, dont on a trop peu parlé en France. Traube, c'est ce physicien qui travaillait dans le secteur recherche de Siemens (constructeur des centrales nucléaires allemandes) sur un projet de réacteur au plutonium. Or, Traube a été licencié en février 76 par Siemens. Sur le conseil des renseignements généraux. Ces derniers surveillaient depuis un certain temps déjà — par écoutes téléphoniques, lecture du courrier et micro-espion à son domicile —, les activités privées et professionnelles de Traube. Les policiers de l'Office de protection de la Constitution commirent même deux effractions pendant les vacances du physicien, avec la complicité du BND (contre-espionnage allemand à qui il est interdit d'intervenir dans les affaires intérieures!) pour fouiller plus commodément ses dossiers.

Le pot aux roses est dévoilé par le *Spiegel*. Le 28 février 77, l'hebdomadaire allemand publie des documents secrets de l'Office prouvant le contrôle exercé sur Traube. Le ministre Maihofer justifie cette surveillance en déclarant que le physicien avait des contacts avec les milieux anarchistes et qu'il lui était possible de transmettre à des « terroristes » des secrets atomiques mettant la sécurité du pays en danger.

## un nouvel état d'esprit ?

Le plus étonnant dans cette affaire : l'opinion publique est restée pour le moins sceptique face aux déclarations du représentant officiel de l'autorité de l'Etat. Un large débat public s'ouvre alors qui permet de constater que Traube ne peut être soupçonné. Maihofer doit le reconnaître le 18 mars au Bundestag, et promettre solennellement la réhabilitation du savant. Ainsi, l'opinion fait reculer un ministre coupable d'un abus de pouvoir dans le domaine des libertés individuelles. Fait révélateur du nouvel état d'esprit qui peut être en train de naître en République fédérale devant la stratégie d'étouffement des libertés mises en place en RFA depuis 1971 par l'alliance SPD-FDP (1)? De cette conscience qui se

mobilise témoignent les manifestations contre le nucléaire (Brokdorf, Grondhe), la multiplication des comités de soutien aux prisonniers politiques, le lancement de la campagne pour un tribunal Russell RFA à Berlin... Quant à la brutalité outrancière de la police anti-émeute contre des

comités de citoyens, elle a choqué plus d'un libéral allemand. C'est dans ce contexte que l'affaire Traube est venue s'insérer. Elle a permis de constater que le ministre de l'Intérieur violait plusieurs lois et agissait dans la plus pure clandestinité. Maihofer ne doit qu'à l'approbation massive des démocrates chrétiens (CDU-CSU) et au silence gêné des partis SPD et FDP de sauver sa place.

## l'autre affaire

A l'affaire Traube s'ajoute aujourd'hui un nouveau scandale : celui des écoutes des conversations entre les avocats et les emprisonnés de la Fraction Armée rouge dans l'enceinte même de la prison de Stammheim. Cette fois, c'est autour des ministres du land de Bade-Wurtemberg d'être publiquement accusés de recours à des pratiques illégales. Tous les « partis constitutionnels » sont éclaboussés.

Le sentiment que les règles du jeu démocratique ne sont pas respectées par ceux qui en ont la charge est ainsi renforcé. Cette méfiance est un signe

très favorable pour tous ceux qui, en RFA et à l'étranger, luttent contre la répression dans ce pays. L'éclatement du consensus social (2) est l'enjeu. Mais il faut être attentif, car le désarroi peut être canalisé par la droite CDU-CSU qui tentera de le traduire par le renversement politique du gouvernement Schmidt. Déjà, tactiquement, le CSU pousse le gouvernement à engager un débat sur le renforcement du Code pénal vis-à-vis des « groupes terroristes », exploitant publicitairement le verdict de prison à vie prononcé contre la RAF, véritable acte de vengeance après l'assassinat du procureur Bubach. Ailleurs, la CDU fait campagne pour l'application des *berufsverbote* à la radio (3) et dénonce depuis un mois Hannes Heer, journaliste à la radio de Rhénanie-Westphalie, pour avoir parlé du projet de tribunal Russell RFA et de l'intervention américaine au Chili.

## les jeunes du SPD et du FDP se rebellent

Le SPD est pris dans ses contradictions, et obligé de dériver de plus en plus à droite pour maintenir son électoral. Qu'on se rappelle le discours de Schmidt sur la tombe de Bubach, où le SPD y apparaît comme le dernier recours de « l'état libéral démocratique », c'est-à-dire du capitalisme allemand. Mais cela amène des protestations. Aussi les Jusos ont élu récemment une direction de tendance Stammokap (favorable à une discussion avec le DKP) qui est en conflit ouvert avec la direction du parti. Par ailleurs, ils participent, à Berlin, au comité de soutien au tribunal Russell et agissent activement dans le mouvement antinucléaire. De son côté, le FDP a des ennuis avec ses jeunes, les Judos, qui protestent contre la répression et hésitent de moins en moins à s'engager publiquement dans la contestation.

Des signes d'évolution, donc d'encouragements. Mais cela rend encore plus nécessaire l'action internationale afin de mener à bien l'initiative tribunal Russell (4). La Fondation Russell vient de faire savoir que ses préparatifs seront communiqués en juin prochain. Notre responsabilité est engagée, mais déjà le mur du silence n'est plus aussi épais.

Alain CHATAIGNIER ■



Photo Gamma

L'homme en question

## PSU documentation

### Numéros disponibles

N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 La police dans la lutte des classes	2,00
N° 27-28 La crise du système monétaire international	2,00
N° 51 Le recrutement	1,00
N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 56-57 Sionisme et libération palestinienne	4,00
N° 92-93 Une section du PSU à Paris	4,00
N° 94-95 Militer contre le militarisme N° 2	4,00
N° 96-97 Le syndicat de la magistrature	4,00
N° 98-99 Le syndicalisme à l'école	4,00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes	2,00
N° 106-107 Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste	4,00
N° 110 Comment battre la droite	2,00
N° 111-12 Militer à l'Université	4,00
N° 113-14-15 Les Chrétiens et la lutte pour le socialisme	6,00
N° 116-17-18 Electronucléaire : le PSU accuse	6,00

### VIENT DE PARAITRE

N° 119 Parti socialiste, social-démocratie et socialisme	2,00
--	------

Abonnement : 20 N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS  
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

(1) A ce propos, lire le numéro spécial : « RFA : l'étouffement des libertés », Politique-aujourd'hui, 17 F.

(2) Concept-clé pour comprendre l'Allemagne actuelle : il est bien analysé dans deux interviews du cinéaste V. Schlöndorff et du syndicaliste S. Moneta dans le numéro de Politique-aujourd'hui, cité ci-dessus.

(3) Ce serait une extension très grave, des interdictions professionnelles, car elle toucherait le secteur privé ou para-public. Or, les stations de radio sont para-publiques. Le cas Hannes Heer s'inscrit à l'évidence dans une campagne d'intimidation visant à censurer toute liberté d'expression dans le domaine de l'information.

(4) Pour une action de popularisation en France, prendre contact avec la Coordination des initiatives contre la répression en RFA, 46, rue de Vaugirard, 75006 Paris.

## Djibouti : « on » reste, ou pas ?

Les Djiboutiens votent le dimanche 8 mai. Pour officialiser une aspiration à l'indépendance qui existait depuis plusieurs années mais dont les gouvernements gaullistes, puis giscardiens n'avaient pas tenu compte. Et pour renouveler une chambre des députés qui souffre d'un péché originel : elle avait été nommée par Paris, sur une base d'allégeance à son agent local — l'ancien président Ali Aref —, et à partir de critères tribaux — cette fameuse question d'Afars et d'Issas.

Le scrutin de dimanche s'annonce sous un jour très différent : il n'y a plus 40 000 électeurs, comme l'année dernière, mais près de 100 000, après une révision des listes électorales que l'opposition — aujourd'hui majoritaire — réclamait depuis plusieurs années. De plus, l'occupant français — gendarmes, administrateurs, etc. — n'a plus le moral, se sent surveillé, et même conduit vers la sortie... du territoire : pour la première fois depuis longtemps, les

« cailloux et les morts » ne devraient donc pas voter.

La Ligue populaire africaine pour l'indépendance, une formation démocrate, inter-ethnique, et indépendantiste, que renforcent — sur sa gauche — le Front de libération de la Côte des Somalis, et — sur sa droite — des notables de l'ancienne majorité parlementaire, devrait donc être élue, pratiquement sans opposition. Ali Aref lui-même, l'homme de Foccart, le leader tribaliste dont la politique avait mis à plusieurs reprises le territoire à feu et à sang, vient d'exprimer un tardif soutien au président de la LPAI, le vieux Hassan Gouled. Cadeau empoisonné, sans doute, mais qui reflète bien le changement de rapport de forces intervenu sur le terrain depuis quelques temps : un des hommes les plus en vue de la petite bourgeoisie nationale francophile, un des seuls « industriels » (il possède l'usine Pepsi-Cola) baisse pavillon devant le nouveau pouvoir.

Mais ce pouvoir sera-t-il si « nouveau », se demandent certains militants de Djibouti ou de France, qui craignent que le gouvernement formé après l'élection soit très modéré,

tiraillé de partout, et qu'il prenne avec le Diable néo-colonial des arrangements fort peu socialistes, et encore moins révolutionnaires. Ils ont raison ; mais ils ont tort : qu'on aime ou non, Djibouti, création de l'occupation coloniale, c'est surtout une ville à chômeurs, à domestiques et à prostituées, que viennent grossir — de manière saisonnière — des nomades ; c'est surtout un train (le chemin de fer franco-éthiopien), un port (qui fait « station service » pour les navires de la mer Rouge, et écoule le trafic éthiopien), une place financière (aujourd'hui abandonnée par la plupart des opérateurs, qui sont à la recherche des « sanctuaires » nouveaux, comme la Nouvelle-Calédonie). Hormis quelques troupeaux dans les « cercles » de l'intérieur, il n'y a rien d'autre. Il faut donc faire vivre toutes ces infrastructures, pour nourrir la population, donner du travail aux jeunes, mieux répartir les revenus. Cette contrainte « vitale » imposera des sacrifices : dialoguer avec l'ancienne puissance coloniale (pour qu'elle ne coupe pas brusquement les crédits, comme elle l'a fait aux Comores, en 1975).

Mais aussi, négocier avec les voisins immédiats du pays : la Somalie voisine, l'Éthiopie proche, l'Arabie séoudite, grande maîtresse de la mer Rouge. Avec l'Éthiopie, c'est la coopération économique : la seule chance de Djibouti, surtout si l'Érythrée reste en rébellion ouverte contre Addis-Abeba, fermant ses accès à la mer Rouge. Avec la Somalie, la coopération technique et politique : cadres, enseignants, expériences. Avec l'Arabie séoudite, des crédits.

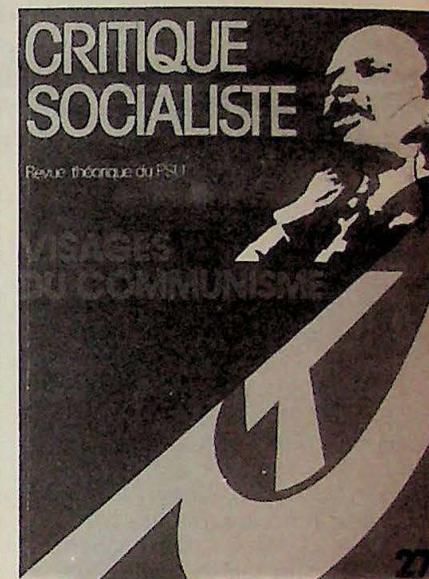
Reste la base : 8 000 soldats français, débris de l'armée coloniale. Les effectifs de « maintien de l'ordre », qui ont du sang sur les mains, devraient partir rapidement, pendant que le gouvernement constitue une force armée nationale. Les autres — la garde des frontières — pourraient rester plus longtemps, dans le cadre d'accords de coopération militaires avec la France.

Tout cela est du provisoire, du bri-

colage, du transitoire. Le temps que le débat politique s'ouvre enfin dans le pays, hors de la pression française, qu'un programme de développement soit étudié et adopté par les masses, et que l'environnement international et régional — un peu « brûlant » — se calme...

Philippe MARIELLE ■

vient de paraître :



visages du communisme

A ce sommaire :

- Léonid Pliouchtch au congrès du PSU ..... 7
- Les perspectives dans les pays de l'Est ..... 11  
Jiri Pelikan
- La Hongrie post-révolutionnaire ..... 28  
Janos Kovacs
- Tchécoslovaquie
- Le second Printemps de Prague ..... 37  
Vladimir-Claude Fisera
- Lettre ouverte aux communistes et socialistes d'Europe ..... 45  
Zdenek Mlynar
- Le Manifeste de la Charte 77 ..... 55

Pologne

- Contre la répression anti-ouvrière ..... 61  
Karol Modzelewski

RDA et RFA

- L'affaire Biermann ..... 75  
Robert Havemann, Wolf Biermann
- Interdictions professionnelles ..... 83
- Avant la conférence de Belgrade ..... 86  
Milorad Pesic - Bernard Ravenel
- La naissance de l'eurocommunisme ..... 97  
Victor Fay
- Impérialisme, tiers monde et antagonismes de classes ... 107  
Pierre Jalée

*Critique socialiste*, revue théorique du PSU, n° 27, janvier-mars 1977, 15 F. Commandes et abonnements : éditions Syros, 9, rue Borromée 75015 PARIS CCP : 19 706 28. Abonnement : France 60 F pour 5 numéros ; étranger 80 F pour 6 numéros.

## de nombreux partis

Les formations politiques sont nombreuses à Djibouti où les facteurs communautaires et les solidarités « nationalitaires » interfèrent avec les critères politiques.

● La Ligue populaire africaine pour l'indépendance (LPAI), une formation inter-ethnique et socialisante, présidée par Hassan Gouled. Avec la majorité parlementaire, composée de notables modérés qui soutenaient précédemment Ali Aref, elle a constitué un gouvernement de transition présidé par Abdallah Kamil.

● L'Union nationale pour l'Indépendance (UNI), est le parti du « clan Afar », dirigé par Ali Aref, l'ancien président du conseil de gouvernement, jusqu'à sa démission en juillet 1976.

● Le Front de libération de la Côte des Somalis (FLCS), fondé en 1963 par des jeunes réfugiés de Djibouti en Somalie, est basé à Mogadiscio. Cette organisation — clandestine jusqu'à ces derniers mois — représente un courant radical : il est responsable notamment de l'enlèvement des enfants de militaires français à Loyada en février 1976.

● Le Mouvement populaire de libération (MPL), est animé par de jeunes Afars se réclamant du marxisme léninisme. Il tente de profiter, dans les districts ruraux à dominante Afar, de la déroute d'Ali Aref et de ses amis.

● Le Mouvement de libération de Djibouti (MLD), est une très petite organisation « fantôme » entre les mains de la diplomatie éthiopienne.

La LPAI, le FLCS, et la majorité parlementaire ont constitué en vue des élections du 8 mai une liste unique : le Rassemblement populaire pour l'Indépendance (RPI).

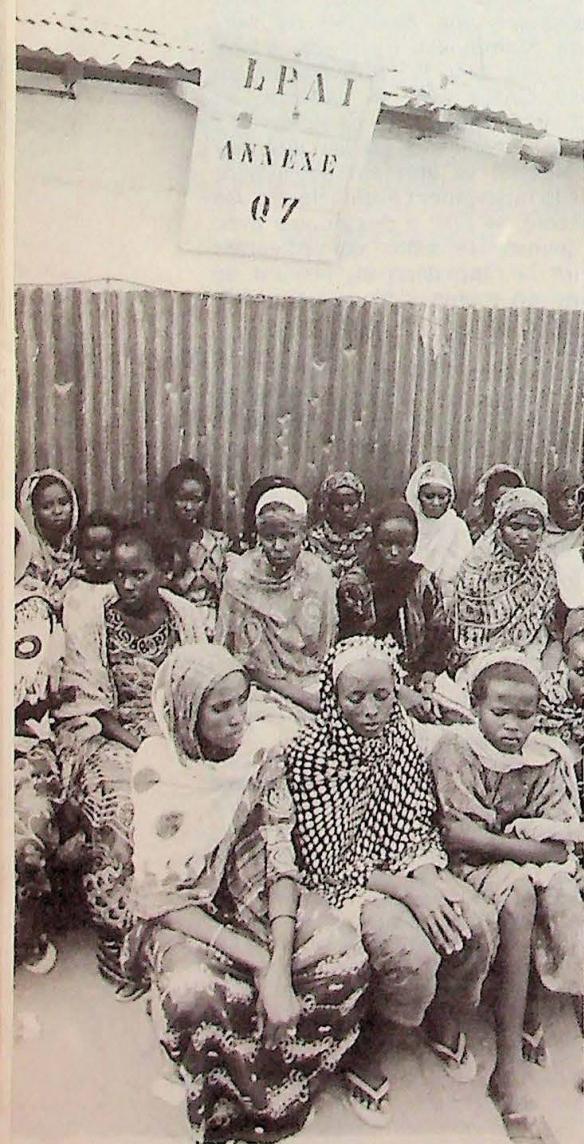


Photo D.R.

## Liban-Palestine : Assad comblé

**Le président Sadate vient d'envoyer des conseillers militaires égyptiens à Kinshasa, pour renforcer l'aviation zaïroise. Objectif : l'aider à contenir le « péril rouge ». A Damas, le président syrien Assad met la dernière main à une autre « normalisation » : celle du Liban et de la résistance palestinienne. C'est déjà le triomphe...**

Le président syrien, Hafez Assad, est revenu de Moscou avec un large sourire : cette visite, un an après le début des opérations de « normalisation » au Liban, n'est pas une mince victoire. Une sorte de reconnaissance, une manière de laisser dire et faire paraître : *on nous a calomniés ; nous ne sommes ni des envahisseurs ni des occupants ; nous voulions simplement un Liban responsable ; eh bien, c'est presque fait...* Cette « consécration » recherchée — et trouvée — en Union soviétique (où l'on fait tout, et à tout prix, pour retrouver quelque crédit au Moyen-Orient) permet même au président syrien de hausser le ton vis-à-vis d'Israël et des Etats-Unis : « *Attention, si vous continuez, il y aura une nouvelle guerre...* »

Plusieurs causes à ce triomphe : « l'opération Sarkis » (mettre en place un gouvernement libanais prisonnier de la Syrie mais assez « fier » pour paraître indépendant) est une réussite. Sarkis contient l'extrême droite chrétienne, et la gauche libanaise ou palestinienne, redonnant aux Libanais le goût des affaires, tout en fortifiant son administration et en constituant peu à peu une force armée

nationale, dans l'ombre de la Force arabe de dissuasion (FAD). Malgré l'opposition des secteurs chrétiens, il a nommé à la tête de l'armée et de la police des officiers de tradition « chehabiste » — du nom du général Che-

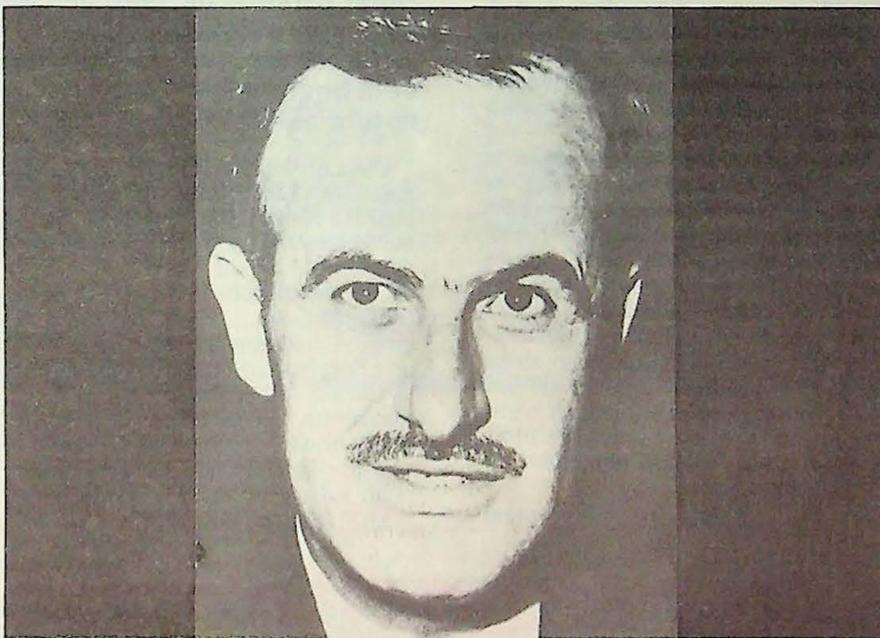


Photo AFP

hab, qui avait tenté, après 1958, de mettre en place à Beyrouth un Etat fort, centralisé, à l'abri de la corruption.

Autre motif de satisfaction : les Palestiniens sont « bloqués », en permanence sur le qui-vive. Il y a eu soixante-dix morts, les 23 et 24 avril derniers, à la suite d'affrontements entre la FAD et des éléments du Front du Refus (opposants palestiniens à la ligne dirigeante de l'OLP). Ces opérations de « nettoyage », aux abords immédiats des camps palestiniens de la banlieue de Beyrouth (les « sanctuaires » de la résistance), sont destinées à réduire la zone contrôlée par les milices et unités armées palestiniennes, et à accroître le trouble dans leurs rangs en aiguissant leurs oppositions. Pour l'heure, la FAD n'a pas osé entrer dans le camp de Chabra-Chatila, où vivent une trentaine de milliers de Palestiniens. Mais elle cherche une occasion...

Ph. M. ■

## Afrique du Sud les sans-noms, les sans-armes

« Ici, pas de héros, pas de grandes batailles... seulement le combat des sans-noms, des sans-armes... », écrit Dennis Brutus, du fond du bagne sud-africain de Robben Island. Tous les mots dans ce pays sont pesés, ou rentrés ; tous les actes exposent au danger. C'est vrai surtout dans le secteur du travail, considéré comme « sensible » et « vital » par les dirigeants sud-africains. L'apartheid, le développement séparé, le racisme ont été inventés, perfectionnés, fortifiés pour asseoir les fondations d'un des principaux Etats capitalistes du monde, qui vaut à lui seul le potentiel industriel de tout le reste du continent africain.

Brigitte Lacharte, qui appartient au Collectif de recherche et d'information sur l'Afrique australe (CRIAA) lié lui-même à la Campagne anti-Outspan, vient de

consacrer un livre à la question syndicale en Afrique du sud : *Luttes ouvrières et libération en Afrique du Sud*, publié aux Editions Syros. Elle montre comment l'exploitation d'une main-d'œuvre (en l'occurrence les Noirs et les métis) y est exemplaire, mieux organisée et plus réglementée que nulle part ailleurs. Elle décrit les plus significatives des six cents cinquante grèves (chiffres officiels) qui ont eu lieu en 1973 et en 1974, les réactions de l'Etat, des patrons, des partis politiques. Elle dresse un tableau complet du syndicalisme chez les travailleurs blancs, « de couleur » (métis) ou africains, et de la position de ces organisations vis-à-vis du Mouvement de la conscience noire, de l'alliance ouvriers-étudiants, de la constitution des Bantoustans.

« Du fait que l'Afrique du Sud

connaît un système capitaliste qui englobe pratiquement l'ensemble de la population noire, et que les conditions pour une guerre de guérilla ne semblent pas mûres, il est sûr que le prolétariat noir détient potentiellement les leviers du renversement du système », déclare Brigitte Lacharte dans une interview au dernier *Apartheid-non*, où elle invite également les travailleurs employés dans la centaine d'entreprises françaises implantées en Afrique du Sud à exiger de leurs directions des précisions sur la manière dont elles s'accommodent du code de l'apartheid, et à faire pression sur elles pour qu'elles reconnaissent les syndicats africains et acceptent de négocier avec eux, et eux seuls.

Ph. M. ■

## on ne peut pas tout dire

● **A qui profite la politique économique de Pinochet ?** C'est la question que pose Pedro Felipe Ramirez, ministre des Mines et de l'Habitat du gouvernement Allende, dans une étude traduite et éditée par les « Amitiés franco-chiliennes » (BP 136, 75263 Paris Cédex 06), avec la participation de la CIMADE. Ce document rédigé par P.F. Ramirez à partir de documents officiels fait un bilan précis de la politique économique de la junte.

● **Où en est le Chili en 1977 ?** par Jacques Chonchol, ancien ministre de l'Agriculture du gouvernement Allende, auteur récemment d'un ouvrage (*Chili : de l'échec à l'espoir*, Paris, Cerf, 1976) ; **récit du groupe de danses et chants populaires du Chili** Hector Pavez : samedi 7 mai, à 16 h et 20 h 30 ; et le dimanche 8 mai à 14 h : **sécurité nationale et colonisation idéologique**, par Michel Schooyans, professeur à l'université de Louvain, à l'occasion de la deuxième assemblée générale des Amitiés franco-chiliennes, 34, av. Reille, 75014 Paris.

● **Un peuple sous les verrous**, brochure de 70 pages en supplément de *Apartheid-Non* (le mensuel de la campagne anti-Outspan) décrit la répression quotidienne en Afrique du Sud, avant et depuis les émeutes de Soweto. Dans ce dossier simple, vivant et souvent bouleversant, on trouve l'essentiel de l'arsenal juridique utilisé par Pretoria, un historique de la répression, des témoignages sur la vie dans les prisons et sur les méthodes d'interrogatoire : « *Captifs achevés par des nuits sans lune, et morts accidentelles dans le noir* »...

● **Des initiatives unitaires dans l'opposition tunisienne** : le meeting organisé le 30 avril, à la Mutualité, à Paris, par le Parti communiste tunisien, le Mouvement d'unité populaire et l'organisation Al Hakika (La Vérité) n'a pas déçu. Trois interventions ont été remarquées : celles du PSU, du PCF et de la CGT (le PS et la CFDT avaient envoyé des messages). Bernard Ravenel, chargé des relations internationales au PSU, a renouvelé le soutien de ce dernier à l'opposition tunisienne, qui subit une nouvelle vague de répression depuis quelques semaines.

● **Meeting contre l'élection du Parlement européen** au suffrage universel, à l'initiative du Comité contre une Europe germano-américaine, avec la participation d'un membre du bureau national du PSU, lundi 16 mai, à 20 h 30, salle de la Mutualité.

● **Le néo-colonialisme. Situation en Afrique australe et centrale.** C'est le thème de la conférence-débat organisée par le Comité international et culturel N'Krumah à la Bourse du travail de Montreuil, le vendredi 6 mai, à 20 h 30. Avec la participation de Jacques Bourderie, Robert Lambotte, Albert-Paul Lentin, José Sanchez et de représentants d'organisation luttant contre l'apartheid et le racisme.

## « L'ombre des châteaux » de Daniel Duval

### d'une jeunesse immigrée, paumée...

Depuis *le Voyage d'Amélie*, son premier film, Daniel Duval n'a pas changé sa façon de filmer — en doux-amer — la misère de tous les jours. Hier, il s'agissait de la pauvreté quotidienne des loulous de banlieue : aujourd'hui, avec *L'Ombre des châteaux*, il s'agit de la détresse physique et intellectuelle d'une jeunesse immigrée, paumée dans le fin fond des crassiers du Nord.

Luigi (Philippe Léotard) et Rico (Albert Dray) sont les deux frères Capello. Perdus dans une cabane sinistre où n'existe ni la télévision ni la radio ; respirant l'air vicié des rudes contrées usinières et rêvant de départ — d'un nouvel Eldorado, le Canada — ils sont un peu les Don Quichotte du pauvre dans notre monde moderne. Devant eux : rien. Pas d'espoir — si ce n'est ce rêve de Terre promise — pas de possibilité de « s'en sortir ». C'est une existence coincée entre la banalité miséreuse et le suicide à quatre sous.

Luigi et Rico ont à leur charge un père muet et austère, une mère tremblante et peu aimable et une jeune sœur : Fatoun. Dans l'horizon abandonné du Nord, Fatoun est la révoltée inconsciente. Elle vole, elle pille les tombes. Prise sur le fait, elle est condamnée à l'emprisonnement chez les sœurs jusqu'à sa majorité. Pourtant les frères Capello avaient payé cher un avocat connu pour la défendre. Mais, le jour de l'audience, l'avocat avait, lui, trouvé juste d'envoyer à sa place un jeune apprenti prétentieux...

De ce contact avec un monde qu'ils ignorent, Luigi et Rico ne gardent qu'un mauvais souvenir. Aucun signe de révolte en eux ; aucun désir politique de changement : rien que le souvenir d'avoir été *eus*. C'est que la famille ne dispose pas des moyens de décider de sa vie ; elle subit son destin, et ses membres ne peuvent agir que par instinct : réflexe, donc, que ce geste désespéré de Luigi qui enlève sa sœur à son univers carcéral ; réflexe aussi le vol d'une voiture pour partir au Canada... Ont-ils même un passeport ?

Enfant du réalisme poétique à la Jean Vigo, Daniel Duval est le cinéaste d'une certaine forme de désespérance : celle des *exclus de l'intérieur*. Les trois comédiens qui jouent ces *primaires* oubliés sont bouleversants : qu'ils se disputent violemment à la sortie d'un tribunal ou qu'ils imaginent une croisière sur les prairies rasées, ils semblent jouer avec leur cœur. Parce que, justement, il n'utilise pas les ficelles abimées des films « à message », *L'Ombre des châteaux* est un film efficace.

Fabian GASTELLIER ■

Photo Tribune socialiste



## contre-festival à Cannes

Pour la quatrième année nous mettons sur pied, à Cannes, pendant la période du festival officiel, un festival populaire du film politique (1). Nous voulons montrer que la bourgeoisie n'est pas seule capable de faire des films et qu'à côté de ceux qui diffusent son idéologie, il y en a d'autres qui montrent la vie et la lutte des travailleurs, la lutte des peuples contre l'impérialisme et la bourgeoisie, les menaces que le capitalisme fait peser sur la nature et sur la société, les aspirations à une société socialiste.

C'est en 1968 que la contestation a gagné la Croisette : on met à jour les intérêts purement commerciaux de ce qui reste une grande foire du film, d'où sont exclus les débats et la recherche de nouvelles voies cinématographiques. Parallèlement, un cinéma politique naît en France, avec une floraison de collectifs qui vont sur le terrain filmer les luttes ouvrières, féminines, paysannes... Ils rejoignent une longue tradition du cinéma anti-impérialiste qui, lui aussi, cherchait à faire entendre sa voix.

En 1973, le PSU de Cannes pro-

jeté pendant le festival *Elise ou la vraie vie*. En 1974, il organise le premier contre-festival. Le ministère de l'Intérieur interdit la projection de *Liberté au féminin* et de *Histoire d'A*. Après le système de production remis en cause par la formation des collectifs du cinéma politique, c'est le problème de la liberté de diffusion qui est posé. Les CRS envahissent la salle et blessent plusieurs spectateurs à coups de mousquetons. Mais la riposte ne se fait pas attendre. Une imposante manifestation a lieu en pleine nuit dans les rues de Cannes. Devant la menace de perturbation qui pèse sur la remise des prix au festival officiel, le ministère de l'Intérieur doit céder et autoriser la projection d'*Histoire d'A*.

Mais la bataille de la libre diffusion n'est pas encore gagnée. Un film de Niko Patakis sur la torture, *Gloria Mundi*, s'est vu, depuis, sortir des salles où il était projeté après plusieurs plasticages fascistes.

Depuis 1974 le festival du film politique a montré les films boycottés par les distributeurs comme : *La Ville est à nous* de Poljinski ou les films portugais sur les occupations de terre et les commissions de moradores.

En 1977, pour sa quatrième année, du 18 au 22 mai, le festival entend mieux faire encore. Le PSU l'organise avec la participation des écologistes, de la Convergence et des viticulteurs occitans (MIVOC). Le MIVOC présentera son film *N'i a pro* à la mémoire d'Emile Pomytes. La journée écologiste verra la projection d'*Energie nucléaire : danger immédiat* de Poljinski. Enfin une innovation : une journée consacrée à la science-fiction politique.

Correspondance Cannes ■

(1) Les cartes d'entrée permanente au prix de 50 F peuvent être commandées à L. Bertez, 4, rue Louis-Pasteur à Cannes ; chèque au nom de C. Mellot (CCP 4 483 42 Marseille).

Dominique NORES ■

## les « latino » au rendez-vous de Nancy

Le festival mondial du Théâtre de Nancy a ouvert ses portes le 28 avril. Jusqu'au 8 mai, ses manifestations vont se multiplier : manifestations théâtrales bien sûr, mais aussi spectacles dansés, expositions, films, animations dues aux nombreuses péniches venues de France et de Hollande qui font, dès maintenant, du port fluvial qu'est Nancy, un lieu de fête. Ce festival 77, c'est d'abord un anniversaire : il y a quinze ans, Jack Lang et un groupe d'étudiants et d'artistes en ont eu l'initiative. Ce sont aussi, du 4 au 8 mai, les premières assises internationales Europe-Amérique latine ».

Au fil des ans, le Festival de Nancy est devenu le révélateur de formes théâtrales le plus efficace que nous connaissions. On y peut, dans quantité de salles aménagées pour l'occasion, suivre trois à quatre spectacles par jour. Il n'a été supplanté ni par les théâtres parisiens qui accueillent les grands spectacles étrangers en tournée, ni par le Théâtre des Nations, ni par les festivals de prestige — Festival d'Automne, Festival de La Rochelle — qui récupèrent les découvertes de Nancy. On se souvient de la ruée sur Bob Wilson après *Le Regard du sourd*.

Au rendez-vous de Nancy une quarantaine de troupes, dramatiques ou chorégraphiques, venues des cinq continents. Toutes souhaitent alimenter une double interrogation : qu'est-ce qui reste de vivant dans des formes souvent millénaires (le Kathakali indien, le théâtre traditionnel de danse des Philippines) ? Qu'est-ce qui renouvelle l'expression au sein de groupes politiquement en éveil ?

Ainsi le *Grupo Mutirao* du Brésil et la *Cuadra* de Séville proposent de nouvelles descriptions du monde du travail et de la misère. La *Candelaria* de Bogota, le *Theatre of Latin ame-*

*rica* (USA), le *Théâtre Atenao* de Caracas ou le *Kollektiv Rote Rube* (RFA) reviennent sur les luttes pour le socialisme ou proposent une réflexion sur le fascisme actuel et les mécanismes du pouvoir de l'homme sur l'homme. Oscar Castro, le metteur en scène et dernier survivant du *Théâtre Aleph* du Chili — tous ses camarades sont morts dans les camps de Pinochet — racontera dans un spectacle l'odyssée du groupe.

Animées par d'importantes personnalités politiques, mais aussi par des écrivains, des artistes, ces assises Europe-Amérique latine aborderont aussi les problèmes de la diaspora latino-américaine en Europe, de la généralisation des droits d'exception en Europe et en Amérique latine... cependant que des films, des séances musicales et de danse, des expositions donneront de l'Amérique latine une image sensible. Enfin l'inauguration d'un Musée international de la Résistance *Salvador Allende*, où voisineront fresques murales, toiles de peintres, masques mexicains et dessins d'élèves de la région de Nancy sur le thème de l'Amérique latine, indique bien le sens de cet exceptionnel rassemblement culturel.

## points de vue

**C'est un jour un type qui tombe amoureux d'une fille dans le bus. Le type est employé de banque et la fille poursuit des études. Bon. Parfois, le garçon arrive à se placer juste auprès d'elle. Mais la fille ne le remarque même pas. Bon. Alors, le type, il décide de mettre le paquet, de sortir le grand jeu, et tout.**

Il drague, il colle, il harcèle, il compte l'avoir à l'usure. La fille ne veut rien savoir : « Je t'aime » lui dit-il ; ce qui croit-il lui donne quand même des droits... Comme il a gagné aux courses ou aux loto, il lui achète des robes, un tas de petits riens qui font plaisir : elle n'a qu'un mot à dire... Elle résiste pourtant.

Alors, le type baratine ferme, lui propose un marché : « Si elle ne l'aime pas aujourd'hui, elle ne peut pas être sûre de ne pas l'aimer un jour... elle pourrait au moins essayer ».

### sur le fond...

Et puis, avec le temps, la fille commence à céder. Un tel sentiment ça se prend en considération ; à la longue, ça crée des habitudes, des liens, des obligations... on ne sait plus trop ou on en est.

Mais, nouveau problème : quand l'affaire est dans le sac, le type n'arrive pas à savoir si l'« objet » de sa passion se rend par amour, ou par lassitude, par pitié, pour avoir la paix. Alors : souffrance, déchirements, jalousie, coups... on n'existe plus que l'un pour l'autre, mais l'amour ? Evacué, comme le bébé avec l'eau du bain.

De quoi s'agit-il ? Non pas des *Scènes de la vie conjugale*, le feuilleton de Bergman qui a pris fin dimanche sur A.2 Ni du dernier bouquin de Sagan, présenté vendredi à *Apostrophes*... Non, mais bien plutôt de *L'Obsédé*, de William Wyler, diffusé lundi soir à TF 1.

En somme, l'histoire bien courante d'un couple, un parmi tant d'autres... On en convient, notre homme en l'occurrence, y va un peu fort : chloroforme, rapt, cordes, verrous... M'enfin, sur le fond, quant aux rapports (de force) entre ces deux êtres, rien que du commun, du pain de ménage très universellement partagé... Voilà qui fait réfléchir. Plus que la description de quelque égarement singulier, peut-être était-ce le but visé.

### juge, « fous », « inadaptés »

Le *Vendredi* de FR 3 était consacré au « juge-fou », aux rapports psychiatrie-justice. L'enquête était menée par Jean-Marie Perthuis, dont on a déjà remarqué l'excellent travail de journaliste à propos de son émission *Les enfants perdus* — ces adolescents des classes-poubelles dites de « préparation pré-professionnelle ».

Montage propre, parlant clair, sans spectacle inutile. De cet ensemble de confrontations, on retiendra au moins deux choses :

— d'abord qu'en France, une loi qui date de 140 ans permet encore de faire enfermer contre sa volonté n'importe qui dans un hôpital psychiatrique, sur simples témoignages de parents ou de voisins...

— ensuite, qu'une fois entré de force dans l'univers psychiatrique, le « patient » qui s'est écarté un tant soit peu de la « normalité » (???) risque bien de s'y enfoncer et de s'y perdre à tout jamais, à coups de neuroleptiques ou autres thérapeutiques, douces ou plus ou moins musclées.

Mardi soir, aux *Dossiers d'Antenne 2*, on s'intéressa quelques heures à d'autres « Exclus de l'intérieur » : aux 2 700 000 handicapés physiques ou mentaux que compte notre pays — soit 5 % de notre population. Cela fait beaucoup d'« inadaptés », comme on dit ; beaucoup d'enfants, de femmes, d'hommes à qui notre société productiviste, agitée, galopante, ne fait pas de place.

*Le Neveu silencieux*, un film émouvant et juste de Robert Enrico, d'après un roman de Sabatier, introduisait la soirée. Réalisé pour la télévision (aucun producteur de cinéma n'ayant voulu retenir le sujet), il montre comment le problème de l'handicapé (ici, Joël, un petit mongolien de 7 ans) se situe sans doute moins dans son « infirmité » dans ses propres limites, que dans l'attitude des autres, dans leur accueil, dans leur regard à son endroit.

Et puis Gicquel continue à nous mitorner ses saucées familiales tous les soirs que Dieu fait au journal de 20 h. L'autre lundi, il nous présente un défilé de statues, débitées en 1789, provenant de Notre Dame de Paris, et retrouvées sous la Chaussée d'Antin. Commentaire : « A cette époque on parlait aussi de révolution culturelle... Voyez ce qu'on a fait ! » Générique de fin. Enlevez, c'est pesé ! Ça, c'est de l'intox sans finasseries superflues.

René LANARCHE ■

## les mots croisés de TS

### Problème n° 23

#### Horizontalement

I. Ce que (souvent) on préfère ne pas expliquer. II. Ne le sont pas volontairement très souvent, M. Barre ! III. Avec lui, on peut (presque) tout — au pied ! — En cent IV. Célèbre belle-mère — La fin d'un type — Suit un Rio V. Halte ! — Halte, halte, halte ! VI. Font voir rouge — De droite à gauche : accueillent souvent Barre ! VII. Sera-t-il chaud ? — Lie — Un cadeau de Pétain à Hitler (sigle) VIII. Présent — Représente mieux l'Auvergne que Giscard — Dans le début IX. Une taule ! X. Mai 68 pour ceux qui en frémissent encore !

### Solution du problème n° 22

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	O	M	M	U	N	I	S	T	E
II	A	R	A	■	N	E	V	E	■	N
III	P	A	L	L	I	E	R	■	O	T
IV	I	G	L	O	■	E	T	N	A	■
V	T	E	E	■	N	E	S	S	U	S
VI	A	S	T	R	I	D	■	A	■	S
VII	■	T	■	■	■	■	■	■	■	■
VIII	I	L	E	T	T	E	S	■	O	R
IX	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
X	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■

#### Verticalement

1. Cherche les bonnes notes 2. Sans réaction 3. Direction — Tentée — Démonstratif 4. C'est nerveux ! — Attaquée par le pouvoir (sigle) — Un roulement 5. N'a raconté que des fables — Paresse à Hambourg... 6. Fait parfois des éclats — Vapeur d'Outre-Manche 7. Conifères — Pronom — Attire l'œil 8. Préposition — Maintenant — Dedans 9. Soit s'enlève, soit se fait au couteau 10. Firent la fortune d'un Amaury.

## sélection TV-radio

**Samedi 7 mai de 22 h 15 à 23 h sur France-Inter :** les tréteaux de la nuit : *Le Vieux de la Montagne* avec Alain Cuny.

**A 20 h sur France-Culture :** FC et le théâtre national du palais de Chaillot présentent *Les Necrocrates* de Pierre Schaeffer. Une nouvelle société basée sur trois énormes impostures.

**Dimanche 8 mai à 14 h 05 sur France-Culture :** la Comédie française, *le Cid*.

**A 17 h 30 sur France-Culture :** *Rencontre avec André Glucksmann*, Casser le mot révolution : nomades du temps contre maîtres penseurs. De quelle façon les « maîtres penseurs » du siècle ont pu amener par leurs idées (ou celles déformées de leur successeur) les pires injures à la dignité humaine.

**A 20 h 30 sur TF 1,** un film : *La Colline des potences*, \*western romantique avec Gary Cooper.

**A 22 h 30 sur FR 3,** cinéma de minuit : *Trafic en haute mer* de Michael Curtiz. Très beau film.

**A 22 h 43 sur Antenne 2,** un documentaire : *Les Français et la contraception*. Une série de trois émissions proposées par le Dr. Jean Cohen et l'IFRES. Elles ont été conçues pour éclairer les femmes mal informées ou non informées. Exposé des problèmes sociologiques religieux, psychologiques ou démographiques liés à l'utilisation des contraceptifs. L'aspect médical n'est pas le seul exposé. Première émission : *L'Approche*. On ne peut que regretter le jour et l'heure tardive de cette émission.

**Lundi 9 mai à 20 h 30 sur TF 1,** un film : *Branquignol*. Succession de gags qui a fait surnommer ce film : le Helzapoppin français.

**A 21 h 55 sur Antenne 2,** un documentaire : *Tous les chemins mènent à Rome*. Tryptique consacré à la renaissance en Italie. Première émission d'Urbain à Rome ou le paysage.

**A 22 h 55 sur Antenne 2 :** l'huile sur le feu : *La psychanalyse*.

**Mercredi 11 mai à 20 h 30 sur TF 1 :** La Maison des autres. Deuxième époque, *La Revanche*.

**A 22 h 10 sur TF 1 :** émission médicale, *l'hypertension artérielle* d'Igor Barrère, Pierre Desgraupes et Etienne Lalou. Maladie aux origines méconnues mais aux conséquences gravissimes. Dialogues avec l'auditeur sur France-Culture le vendredi 13 mai à 20 h.

**Judi 12 mai à 20 h 35 sur Antenne 2 :** en direct de l'opéra : *L'enlèvement au Sérail* de Mozart, direction musicale Karl Boehm.

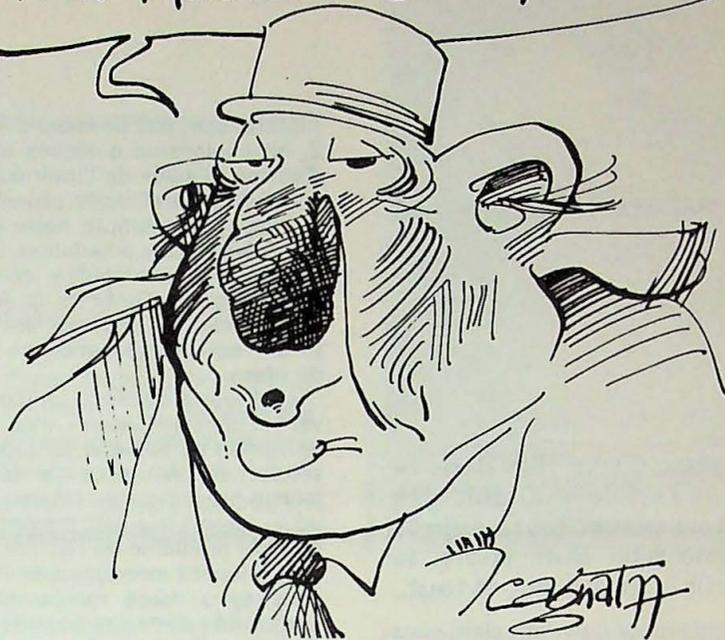
**A 20 h 30 sur TF 1 :** spécial Événement : François Mitterrand Raymond Barre.

**Vendredi 13 mai à 18 h sur Antenne 2 :** Bande à part. *Les cinquante printemps d'Elsa*. Naissance et renaissance d'une femme qui aura duré 50 ans.

**A 21 h 30 sur Antenne 2 :** *Apostrophes : Portraits de quelques patrons*.

**A 22 h 52 sur Antenne 2,** ciné-club : *Tout ou rien*. La peinture de l'arrivisme dans l'Angleterre d'aujourd'hui. ■

C'EST UN ACCIDENT DU TRAVAIL!  
MOI C'EST PAREIL: J'EN SUIS A  
MON TROISIÈME DELIRIUM.



## l'armée, ça tue

Jeudi 31 mars, un appelé de la 5<sup>e</sup> CEB stationné à Horb (RFA), Serge Convert, de Valence, a été victime d'un grave accident qui a nécessité l'amputation d'une jambe. Le soldat, chauffeur d'une jeep, effectuait une reconnaissance dans un village Weildorf près de Tübingen lorsqu'un engin blindé de reconnaissance a fait feu avec une charge de poudre, alors que les deux véhicules étaient à moins d'une dizaine de mètres l'un de l'autre.

Les munitions, même d'exercice, sont interdites en Allemagne (seulement autorisées dans les camps militaires). Les tirs sont interdits dans les villes et villages (danger pour les civils). Qui a donné l'autorisation pour que les armes soient chargées ?

Le chef du char incriminé était un lieutenant engagé ; il a pris la responsabilité de commander le feu alors que l'objectif était situé dans la zone de sécurité de tir (une charge de poudre tirée par un canon provoque une flamme de 10 mètres).

L'appelé qui a tiré « n'a fait que restituer un réflexe » (dixit un capitaine) qu'on lui avait enseigné, à savoir : « Le premier qui voit l'autre tire et tue » (pédagogie militaire I).

Une enquête est en cours, elle va bien, merci. L'affaire est étouffée.

Au cours du même exercice, un autre appelé Robert Piovesan s'est retourné avec sa jeep. Dégâts matériels uniquement : 20 jours d'arrêts. Cause de l'accident selon les autorités militaires ? Défaut de maîtrise du véhicule, bien qu'il ait été reconnu que celui-ci roulait à 40 km/h. Causes réelles : l'exercice durait depuis deux nuits. Deux nuits et un jour sans sommeil pour « nécessité de défense nationale » : sans légende.

Correspondance ■

## Anne Gaillard, elle, on la comprend

Votre article dans TS 736 m'a fort déçue. Je n'aime pas particulièrement Anne Gaillard, ses idées réactionnaires et souvent mysogines me déplaisent beaucoup. Toutefois je lui reconnais le mérite d'être combative et d'aborder courageusement des sujets qui nous intéressent tous et toutes ; et ceci avec des mots compréhensibles.

Je suis très près de toutes les idées que TS défend, je suis sûre que vous avez raison mais comme vous le dites mal !...

Mme GAUDIN, Saint-Mexans ■

## n'oubliez pas les EJE

Votre dossier sur la petite enfance m'a beaucoup intéressé : il me concerne particulièrement — je suis étudiante éducatrice de jeunes enfants. Quelques remarques pourtant.

Le terme d'*éducatrice de jeunes enfants* n'est quasiment jamais apparu dans votre dossier... Preuve que ce métier est ignoré du public et n'est pas reconnu. Pourtant la formation d'une éducatrice de jeunes enfants (EJE) n'est pas faite à la légère : bac + 2 ans de formation pratique et théorique sur tous les domaines concernant

l'enfant de 0 à 6 ans — psychologie, pédagogie, expression corporelle, découverte nature, manuel...

Nous aussi, nous avons notre mot à dire sur ces crèches où nous travaillerons quand elles seront construites. Nous aussi menons une action pour que soit reconnue la nécessité de ces crèches, satisfaisant les besoins des individus, trouvées des solutions énergiques, profitables à tous et non pas des solutions à l'amiable ; et aussi pour la reconnaissance de notre statut.

Cette action s'est manifestée par l'envoi de stagiaires bénévoles où il n'existe pas d'éducateur (sensibilisation au besoin), par des congrès sur la petite enfance (Paris début avril 77), par des let-

tres envoyées au ministère de la Santé, par les contacts que nous essayons d'établir avec les travailleurs...

Ce qui est regrettable, c'est la division dans notre action : parents d'un côté, éducateurs dans un autre. Pourtant nous allons dans le même sens : nécessité des crèches, solution primordiale pour répondre à des besoins cruciaux. Il est vrai que l'on nous connaît si peu !

Néanmoins, nous sommes prêtes à répondre à ce droit à l'éducation que réclame l'enfant en crèche. Nous sommes conscientes que défendre les crèches, défendre la prise en charge collective de l'éducation des jeunes enfants est un choix politique, un choix de société. C'est aussi pour cela que nous luttons ; pour que, par une action présente et progressive, nous aboutissions à une société où chacun aura la même chance de construire sa vie.

Encore une fois bravo pour votre dossier bien conçu du point de vue analyse, exposition de la crèche et aussi pour l'expérience des crèches sauvages, élitiste bien sûr et malheureusement.

Une étudiante EJE de Metz ■

## les crèches, ça « normalise »

Le dossier « crèches » dans le n° 738 de TS contient des éléments intéressants mais presque sous silence l'essentiel : la crèche est d'abord un instrument de « normalisation » du petit enfant, au même titre que l'école.

De ce point de vue, la nécessaire défense des crèches collectives ne doit pas cacher la nécessaire critique de la crèche comme institution d'apprentissage des normes sociales. Contrairement à l'article « Plaidoyer pour les crèches », l'aspect principal de la crèche n'est pas l'apprentissage de la vie de groupe, mais bien l'apprentissage d'un comportement « normal » : il y a des heures pour manger, des heures pour dormir, des heures pour jouer, des heures pour le pot, des heures pour un échange affectif...

La crèche n'est pas une institution qui échappe par miracle à la société. S'il est juste de la défendre, il faut toutefois se méfier : de grâce, ne soyons pas à son égard comme les défenseurs de l'école laïque contre l'obscurantisme sous la III<sup>e</sup> République. Car, ce serait regarder par le petit bout de la lorgnette et s'interdire une véritable pratique anticapitaliste dans les associations de parents. J'ajoute que mon fils va à la crèche.

Une bonne lecture : Hassoun, *Entre la mort et la famille : la crèche* — Petite bibliothèque Payot.

P.G., Paris ■

## concours photo



François Koch.